

SOMMAIRE

AVANT PROPOS

REMERCIEMENTS

SOMMAIRE.....i

LISTE DES TABLEAUX.....iii

LISTE DES GRAPHIQUES.....iv

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMESv

INTRODUCTION.....1

PARTIE I : ANALYSE THEORIQUE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE.....2

CHAPITRE I : Concepts de base de la croissance.....3

 Section 1 : Approches de la croissance.....3

 Section 2 : Facteurs de la croissance.....4

 Section 3 : Mesures de la croissance.....17

CHAPITRE II : Les débats sur la croissance.....21

 Section 1 : La théorie traditionnelle de la croissance.....21

 Section 2 : La théorie moderne de la croissance.....25

PARTIE II : ANALYSE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE DE MADAGASCAR.....30

CHAPITRE I : Caractéristiques de l'économie malgache.....31

 Section 1 : Evolution du PIB.....31

 Section 2 : Evolution des secteurs (ou branches).....33

 Section 3 : Structure de la balance de paiement.....39

CHAPITRE II : Les facteurs de blocage de la croissance économique de Madagascar.....41

 Section 1 : Déficiences du facteur travail.....41

 Section 2 : Facteurs économiques.....43

 Section 3 : Facteurs culturels.....45

 Section 4 : Facteurs politiques.....45

CHAPITRE III : Présentation des solutions.....48

 Section 1 : Politiques de l'Etat.....48

 Section 2 : Instaurer des institutions assurant la bonne gouvernance et la redistribution des richesses.....51

Section 3 : Stimuler la sphère économique en ciblant les atouts malgaches.....	54
Section 4 : Assainir les rapports avec l'extérieur d'une part et entre les malgaches d'autre part.....	55
CONCLUSION.....	60
BIBLIOGRAPHIE	

Rapport-gratuit.com
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES 

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du PIB de 1997 à 201232

Tableau 2 : Evolution de la balance de paiement de Madagascar depuis 2006 à 2010.....39

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution de la croissance annuelle du PIB (%) de à 1960 à 2012.....32

LISTE DES ABREVIATIONS

- A.G.O.A:** African Growth and Opportunity Act
- A.P.D :** Aide Publique au Développement
- B.A.D :** Banque Afrique de Développement
- B.C.M :** Banque Centrale de Madagascar
- B.I.T. :** Bureau International du Travail
- B.M:** Banque Mondiale
- C.O.I :** Commission de l'océan Indien
- C.O.M.E.S.A:** Common Market for Eastern and Southern Africa
- E.I.T.I :** Initiative pour la Transparence des Industries Extractives
- E.P.M:** Enquête Périodique auprès des Ménages
- F.M.I :** Fonds Monétaire International
- F.O.B:** Free On Board
- I.D.E:** Investissement Directs Etrangers
- I.N.S.T.A.T.:** Institut National de la Statistique
- I.M.F :** Institutions de Micro Finance
- I.S.E :** Industrialisation par Substitution aux Exportations
- I.S.I :** Industrialisation par Substitution aux Importations
- M.A.P.:** Madagascar Action Plan
- O.M.D :** Objectifs du Millénaire pour le Développement
- P.I.B.:** Produit Intérieur Brut
- P.N.B :** Produit National Brut
- Q.M.M :** Q.I.T Madagascar Minérale
- S.A.D.C:** Southern African Development Community
- T.I.C:** Technologie de l'Information et de la Communication
- P.P.P :** Partenariat Public-Privé
- W.D.I:** World Development Indicator

INTRODUCTION

La croissance économique est considérée par certains comme l'un des phénomènes les plus passionnants de la macroéconomie parce que tous les pays aspirent au bien-être et que ce dernier n'est pas envisageable sans la croissance.

Les pays présentant les meilleurs indicateurs de bien-être et de développement sont ceux qui présentent les meilleures performances en termes de croissance.

Concernant Madagascar, dans les années 60, Madagascar figurait parmi les pays les mieux lotis avec un revenu par habitant supérieur à la moyenne de l'ensemble des pays développés. Malheureusement, le pays a perdu cette performance. Aujourd'hui il est encore dans un état de grande pauvreté, et cela après plus de cinquante ans d'indépendance. Il a été constaté, par la Banque Mondiale et l'INSTAT (INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE), que la croissance économique de la Grande Ile est faible et se traduit par l'appauvrissement de sa population. Voilà pourquoi, il est intéressant de faire l'analyse de la croissance économique de Madagascar.

La question primordiale qui se pose est : Quels sont alors les facteurs explicatifs de cette faiblesse de la croissance de Madagascar ? Les raisons peuvent être nombreuses mais pour ne pas avancer des réponses hâtives, il est préférable de diviser ce mémoire en deux parties.

Alors dans la première partie, l'analyse théorique de la croissance sera abordée. Tandis qu'à la seconde partie, on développera l'analyse proprement dite de la croissance économique de Madagascar. Il sera préconisé dans cette partie les caractéristiques de l'économie malgache, et les facteurs de blocage de la croissance de Madagascar. Et enfin, des solutions stratégiques sont proposées pour le décollage économique du pays.

PARTIE I:

ANALYSE THEORIQUE DE LA

CROISSANCE ECONOMIQUE

Rapport de stage

Dans cette première partie, il est question de fixer les vues sur certains concepts de base soulevées dans l'analyse théorique et empirique de la croissance économique. Ainsi dans le premier chapitre nous allons aborder les concepts de base de la croissance et dans le second chapitre nous allons nous concentrer sur la discussion théorique de la croissance.

Chapitre I : Concepts de base de la croissance

Ce chapitre a pour objectif de présenter les concepts de base de la croissance économique. Nous privilégions les approches de la croissance, pour nous concentrer ensuite sur les différents facteurs de la croissance économique, et enfin nous traiterons les mesures de la croissance.

Section 1 : Approches de la croissance

La croissance économique peut être définie de différentes manières selon le type d'approche que l'on adopte.

1.1 : L'approche quantitative de la croissance

La croissance est l'accroissement durable d'un indicateur de dimension ou de taille de la production de richesse matérielle. En revanche, on parlera d'expansion pour désigner une augmentation de courte durée. La croissance suppose un phénomène relativement durable et explicable. La croissance quantitative des facteurs de production permet d'accroître les quantités produites.

François Perroux définit la croissance économique comme un processus continu et soutenu d'élévation du PIB réel d'un pays dans le temps. Ceci revient à dire que la croissance économique n'est pas un fait du hasard mais plutôt une œuvre soutenue et qu'elle se traduit par un accroissement continu du produit réel de toute l'économie.

Il importe de noter que si d'une année à une autre, le produit de l'économie s'accroît à un taux inférieur à l'accroissement de la population, la croissance ainsi réalisée n'entraînera pas un accroissement du revenu par tête d'habitant. Il serait donc préférable de la définir comme un processus d'élévation continu et soutenu du PIB par habitant du pays.

1.2 : L'approche qualitative de la croissance

La croissance est un processus complexe d'évolution de longue durée. La qualité des facteurs de production va contribuer à améliorer leur rendement. Les rôles spécifiques du progrès technique, les investissements, l'information et l'éducation prennent une place importante dans le processus de production : le progrès technique permet de perfectionner les équipements techniques, et la formation et l'éducation améliorent les capacités de la main d'œuvre.

Les différentes approches de la croissance proposent une explication de la croissance qui privilégie le rôle de l'offre. Mais la croissance de l'offre n'entraîne la croissance économique que si elle trouve des débouchés suffisants.

Section 2 : Facteurs de la croissance

La détermination des facteurs de la croissance est basée sur les définitions précédentes. Ce qui se traduit que tous ceux qui peuvent influer sur la hausse de la production sont considérés comme facteurs déterminants de la croissance. Ainsi des facteurs quantitatifs ou qualitatifs peuvent influencer sur la croissance et la développer. Il convient alors d'évoquer les facteurs économiques et les facteurs non économiques de la croissance.

2.1 : Facteurs économiques

Plusieurs facteurs économiques favorisent la croissance parmi :

➤ **Les facteurs traditionnels**

Toute production est réalisée grâce à l'utilisation des facteurs de production (le travail, le capital et les ressources naturelles). Par exemple, pour fabriquer des chaussures il faut du cuir, de la teinture, de la colle, du fil, des clous... (consommations intermédiaires), des machines (facteur capital) et des salariés (facteur travail).

Le capital et le travail sont les facteurs usuels de production.

Le capital

Le capital est un ensemble de biens hétérogènes dont l'emploi permet d'accroître la productivité du travail humain. La notion de capital peut être prise dans divers sens :

- Le capital juridique : qui désigne les droits qui appartiennent à certaines personnes sur ces biens. Exemple : le droit de propriété.
- Le capital financier : qui est constitué par la monnaie ainsi que les avoirs liquides (dépôts) tenus en compte par les banques ou intermédiaires financiers ;
- Le capital physique : qui est l'ensemble des moyens matériels de production dont dispose une entreprise (outillages). On distingue :
 - Le capital fixe : qui désigne les biens de production qui ont une durée de vie importante tels que les machines, les installations industrielles,...;
 - Le capital circulant : qui désigne toutes autres formes de capitaux qui disparaissent dans le processus de production. Il s'agit en général des stocks de matières premières, des produits en cours de fabrication, des produits finis qui concourent à la fabrication. Exemple : la farine pour le boulanger.
- Le capital immatériel : qui est l'ensemble de recherche et développement, de mercatique, de formation et d'achats de logiciels.

Pour les classiques, chaque fois que le capitaliste consomme un capital, il générera une plus-value, qui à son tour favorise l'augmentation de la production nationale.

De même pour *Eugen Von Böhm-Bawerk*, le capital qui est un détournement de production est source d'accroissement de la production. En effet, l'entrepreneur en renonçant à une consommation présente investit dans la production de bien d'équipement, ceci du fait qu'il voit dans le futur une consommation plus forte.

La productivité de capital obéit à « la loi des rendements » : lorsqu'on augmente la quantité d'un facteur capital, les autres facteurs restant fixe, au-delà d'un certain seuil, la productivité marginale de ce facteur devient décroissante et cela entraîne la diminution de la production.

Le travail

Pour les néoclassiques, le travail et le capital sont substituables : une certaine quantité de capital peut être remplacée par une certaine quantité de travail, et vice versa, tout en gardant un même niveau de production. Selon la fonction de production néoclassique, la variation de la quantité de travail peut augmenter la production. En fait, la quantité de travail peut être mesurée en hommes ou en heure de travail. Dans l'ensemble de l'économie, le facteur travail est constitué par la population active c'est-à-dire la population en âge de travailler et désirant travailler. La population active comprend ainsi : la population active occupée ; les militaires du contingent ; les chômeurs ; et l'environnement juridique (âge de retraite, durée de travail). Différents facteurs peuvent faire varier la population active : la démographie (natalité, mortalité, migrations) ; et les influences socio-économiques (travail des femmes, allongement de la durée des études, exode rural...). La loi des rendements s'applique également à la productivité de travail. Lorsqu'on augmente la quantité d'un travail, les autres restants fixes, au-delà d'un certain seuil, la productivité marginale de travail devient décroissante (à partir d'un certain seuil, la seule augmentation de la main d'œuvre désorganise la production) et cela entraîne la diminution de la production.

Comme l'a annoncé *Becker* en 1964 dans *Human Capital, a Theoretical and Empirical Analysis*, la qualité de travail, mesurée par la qualification de la main d'œuvre, accroît aussi sa productivité et donc agit favorablement sur la croissance économique. Dans ce cas, l'augmentation de la productivité du travail est obtenue en embauchant des nouveaux travailleurs plus qualifiés. La qualification d'un travailleur est à la fois l'ensemble des savoirs et savoir-faire détenus par ce travailleur, et le degré d'autonomie et de capacité d'initiative dont ce travailleur pourra faire preuve dans les tâches qui lui sont confiées. Dans une entreprise, le facteur de travail est à la fois le travail de direction ; le travail de l'exécution ; le travail manuel ; et le travail intellectuel qui permettent de réaliser la production. Par rapport au besoin de l'entreprise, un problème d'adaptation du facteur travail se pose, les qualifications doivent correspondre aux exigences des postes de travail et s'adapter à leur évolution.

➤ L'innovation

C'est un facteur souligné par Schumpeter, qui par le progrès technique qu'elle engendre, impulse des phases de croissance économique. L'évolution technique (c'est-à-dire l'utilisation de nouvelles techniques et de nouvelles organisations) favorise la croissance. Pour cela, le pays doit être capable d'inventer ou au moins d'adopter, d'assimiler, d'adapter aux nouvelles techniques.

Rôles du progrès technique

En général, le progrès technique est un facteur exogène (c'est-à-dire non inclus dans la sphère économique) mais qui a des impacts sur le processus économique. Selon Carré, Dubois et Malinvaud, le résidu (la part de la croissance non expliquée par les facteurs de production) « traduit pour l'essentiel l'effet du progrès technique et de l'amélioration qu'a connue la gestion des entreprises et de l'économie »¹.

Selon l'économiste Schumpeter, le progrès technique est le principal facteur de croissance. Cette dernière repose sur l'innovation. L'auteur stipule que le progrès technique et l'innovation sont au cœur du processus de croissance mais il considère que ces facteurs sont endogènes. Le principe de la croissance selon Schumpeter est un processus dynamique par lequel l'innovation appelle innovation. Ceci du fait que l'entrepreneur (innovateur), toujours en quête de profit, cherche à innover incessamment ces facteurs de production. Pour cela, il doit investir, l'entrepreneur est alors « le moteur du progrès technique qui lui est le moteur de la croissance économique »².

Rôles du progrès technique

L'action d'accumuler, d'augmenter le capital s'appelle investir. Pour l'entreprise ou un pays, investir c'est augmenter le stock des moyens de production, développer les infrastructures, acquérir des connaissances et former les hommes. L'investissement est alors l'accroissement du capital.

¹ MONTOUSSE Marc, *Théories économiques*, Ed Bréal, Paris, 1999, p 68

² MONTOUSSE Marc, *Théories économiques*, Ed Bréal, Paris, 1999, p 73

Pour certains auteurs, « *la production est un multiple de l'investissement. L'investissement est le moteur de la croissance parce qu'il est le véhicule par lequel le progrès technique se propage dans les entreprises et parce qu'il est nécessaire pour accroître la capacité de production et l'offre* »³. On distingue :

- **L'investissement matériel :**

Ce type d'investissement concerne le plus souvent le capital fixe, il correspond donc à la création ou l'acquisition des biens de production et d'équipements. Ainsi, l'investissement matériel regroupe :

- L'investissement de remplacement : qui est destiné à remplacer les équipements usés. Le capital s'use à force de servir ou se démode. On dit qu'il s'amortit. Ce phénomène d'amortissement oblige à investir pour remplacer le matériel ancien ;
- L'investissement de capacité : qui permet d'accroître les capacités de production. Par exemple l'acquisition d'une nouvelle machine ;
- L'investissement de substitution du capital au travail : qui incorpore le progrès technique et permet d'économiser de la main d'œuvre. Par exemple la possibilité de substituer une machine à 10 hommes pour réaliser la même production.

- **L'investissement immatériel**

Ce type d'investissement correspond à des dépenses de Recherche et Développement, dépenses de formation, investissements en logiciels, investissements commerciaux,... Ces investissements améliorent l'efficacité des entreprises tant au niveau de la fabrication que de la gestion ou de la distribution de leurs produits.

« *Plus un pays investit en capital physique et en capital humain, plus il est riche* »⁴. Pendant les trente glorieuses, on peut constater que ce sont les pays ayant les plus forts taux d'investissement qui avaient également les plus forts taux de croissance. Ceci du fait que l'investissement stimule le progrès technique et la technologie. Il faut noter que le progrès technique ne s'incorpore dans les équipements qu'à mesure que ces derniers sont renouvelés.

³ M.DUVANT, G.THORIS, *Economie réussir l'UV*, Ed Casteilla, DPECF, 1993, p 107

⁴ Murat Yildizoglu, *Croissance économique*, Université Montesquieu Bordeaux IV – France

Pour cela, l'Etat doit être capable de déterminer le secteur fiable à l'investissement, il devrait faire investir dans le secteur où existe beaucoup de productivité marginale.

➤ **L'amélioration des techniques de gestion ou management de l'entreprise**

➤ **L'exportation**

La croissance des exportations favorise le capital et l'accumulation de devises étrangères.

➤ **L'industrialisation**

C'est un élément déterminant de la croissance économique, autrement dit c'est une étape incontournable dans le développement économique d'un pays. En effet, l'histoire économique démontre que tout développement économique est passé par l'industrialisation. Cette dernière conduit à la production de grande quantité qui permet la réalisation de l'économie d'échelle, et réduit le coût de production, donc rationalise le processus de production. Mais il est aussi nécessaire d'avoir une demande au moins équivalente à cette quantité de production. Voilà pourquoi, il est opportun d'élargir le marché international c'est-à-dire s'ouvrir sur le marché.

➤ **L'ouverture au libéralisme des échanges et la mondialisation financière**

L'ouverture au commerce international joue un rôle essentiel dans la croissance économique. Adam Smith dans son œuvre, apparue en 1776, intitulé *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, cherche à déterminer les moyens d'accroître la production afin d'enrichir la nation. Selon l'auteur, le commerce international (ouverture au commerce international) est le moteur de la croissance à travers la spécialisation. L'auteur préconise aussi que la division du travail conduit à la spécialisation internationale par l'intermédiaire du libre échange et de la concurrence internationale. Les échanges permettent à la fois une réallocation plus efficace des facteurs et une meilleure productivité, grâce à l'accès à de nouvelles technologies et à la concurrence. Quant à la concurrence internationale, elle conduit nécessairement à l'économie d'échelle et à la production de grande taille, d'où la croissance.

Selon certains économistes, la mondialisation est un phénomène irréductible, car tout développement économique, selon la thèse du libre échange, passe par une ouverture totale et exclusive des forces du marché. En particulier la mondialisation financière, qui consiste à l'internalisation de capitaux, se caractérise par la création d'un marché financier au niveau planétaire où toutes les places financières sont reliées entre elles par internet. Elle représente un nouvel horizon d'opportunités surtout pour les pays en voie de développement qui ont un énorme besoin de financement pour la bonne marche de ces activités. Toutefois, la dépendance financière des pays en voie de développement ne doit être que provisoire puisqu'à long terme cette dépendance pénalise la croissance.

➤ **La demande**

La demande est aussi un déterminant de la croissance puisque la production n'a aucun sens sans la demande, c'est la demande qui incite les entreprises à produire. Dans le concept keynésien, l'entrepreneur n'est incité à produire que quand il est certain de trouver un débouché, plus précisément quand la demande existe. La demande anticipée par l'entrepreneur (demande effective) est source de croissance car l'entrepreneur en anticipant une demande future va produire pour satisfaire celle-ci. En effet, une augmentation supplémentaire de la demande a un effet multiplicateur sur la production (qui pour Keynes est assimilée au revenu) : une augmentation de la demande incite l'entrepreneur à produire, d'où il y a augmentation du revenu. Et par conséquent, une augmentation du pouvoir d'achat qui se traduit par une nouvelle augmentation de la demande, de la production et ainsi de suite. La demande (globale), constituée par la demande d'investissement, la demande de l'Etat et la demande extérieure (c'est-à-dire l'exportation), met donc en évidence le phénomène de croissance auto-entretenue, elle est un cercle vertueux.

2.2 : Facteurs non économiques

Plusieurs facteurs qui n'affectent pas directement l'économie peuvent influencer la croissance. Il s'agit des facteurs juridiques, politiques, culturels, sociaux, climatiques et géographiques.

2.2.1 : Facteurs juridiques

Le cadre juridique stable et rationnel est un facteur de croissance, c'est-à-dire que les lois qui régissent l'activité économique doivent être rationnelles (répondre aux besoins de l'activité économique, chercher à faciliter l'échange,...) et accepté par tout le monde. Prenons le cas de la monnaie, comme elle est un moyen d'échange, lorsqu'elle est fiable, elle est favorable à la croissance économique. C'est aussi le cas du cadre institutionnel qui recompose des activités productives, ainsi des firmes seront créées afin de s'engager dans des activités productives.

2.2.2 : Facteurs politiques

L'Etat est un facteur favorable à la croissance économique :

➤ **L'unité nationale**

Il s'agit de la cohésion nationale ou la sensation en chacun d'appartenir à une nation.

➤ **L'existence d'un Etat fort**

C'est-à-dire un Etat doté d'un pouvoir central, capable d'organiser de façon rationnelle la société, et composé d'administration et services publics plus efficaces. Ces derniers doivent être plus efficaces tant en qualité de service que de coûts car ils constituent des inputs pour le secteur privé. Un Etat fort est aussi un Etat libre de toutes expressions. Cependant un Etat fort ne signifie pas forcement qu'il y ait dictature ou démocratie. C'est qu'il peut y avoir un Etat dictateur mais qui reste un Etat faible (certains pays Africains) contrairement à la Chine qui étant un Etat dictateur reste fort. Il existe aussi des Etats démocratiques qui restent un Etat faible (cas de Madagascar) contrairement aux Etats Unis qui reste un Etat fort.

➤ **La stabilité politique**

En effet, une crise politique peut entraîner une crise économique (ceci du fait que les investisseurs sont effrayés par les troubles que la crise politique peut causer) et une crise sociale. L'instabilité politique est alors un obstacle à la croissance.

➤ **La bonne gouvernance**

L'Etat de Droit ; le Droit de la propriété ; la qualité de l'administration publique réduisent les risques, par conséquent, favorisent l'investissement. La bonne gouvernance est alors un facteur favorable à la croissance économique. Par contre, les problèmes de gouvernance affaiblissent l'efficacité du développement en réduisant la croissance, freinent le développement d'un secteur privé concurrentiel, et réduisent l'efficacité des services publics.

➤ **Les politiques institutionnelles**

François Perroux stipule que le développement est un problème institutionnel. Prenons le cas de l'Allemagne après les deux guerres mondiales. L'Allemagne était totalement ravagé par les deux guerres mondiales, pourtant grâce à ses politiques institutionnelles, quelques années après la deuxième guerre mondiale, il arrive déjà à surmonter les dégâts et reste un Etat fort pour l'Europe. Les politiques institutionnelles peuvent alors influencer la croissance. Il s'agit surtout des institutions politiques et/ou institutions économiques favorables à l'économie et à l'échange (institutions génératrices du marché, institutions d'efficacité du marché, institutions de stabilité du marché, institutions de légitimation du marché, institutions de régulation du marché,...).

➤ **Le développement interventionniste de l'Etat**

L'intervention de l'Etat qui, par la création d'infrastructures publiques ; les dépenses publiques (en formation, en éducation,...) ; ainsi que la redistribution sociale favorise le développement de l'économie.

2.2.3 : Facteurs culturels

Par définition, la culture est l'ensemble de phénomènes matériels et idéologiques propres à un groupe social donné (un système de valeur). Les économistes institutionnels considèrent la culture comme une institution qui tient une place importante dans l'économie.

North Douglas définit la culture comme « *un ensemble historique hérité, dans un pays et à une époque donnée : c'est la matrice institutionnelle* »⁵. En d'autres termes, ce sont les modèles mentaux et idéologies qui définit le cadre institutionnel de la politique et de l'économie. Par suite, ceci va créer une structure d'incitation qui poussera les agents économiques à établir des organisations et des politiques qui conditionneront à leurs tours la performance économique. La culture est alors un facteur favorable à la croissance si elle est orientée vers le progrès. Elle inclue :

➤ **La religion**

Prenons le cas de l'Islam, le protectionnisme et le catholicisme.

L'Islam traditionnelle propose un idéal spirituel et ses tendances radicales rigidifient les contraintes sociales. L'inégalité entre le sexe est érigée en postulat et les filles sont tenues à l'écart du système éducatif. Devenues mères, elles ne peuvent promouvoir auprès de leurs propres enfants les valeurs favorables au développement. Pourtant, l'Islam ne porte pas un obstacle rédhibitoire à la croissance économique, comme le montre l'Indonésie, le pays musulman le plus peuplé de la planète.

Quant au protestantisme, aux Etats-Unis, il voyait la richesse comme une bénédiction divine et la pauvreté comme un péché. Ce qui motiva les gens à travailler fort pour avoir la grâce divine et pour ne pas pécher. En fait, le protestantisme est basé sur la propriété privée.

Par contre, le catholicisme est basé sur la communauté et pour les catholiques, ce qui est scandaleux c'est d'être riche.

➤ **Le respect de la hiérarchie**

A l'intérieur d'un groupe social, il existe un certain ordre dans lequel les personnes sont classées du rang supérieur au rang inférieur, selon les critères d'importance, de responsabilité, de valeur,...exemple la hiérarchie administrative. Cet ordre doit être respecté pour le contrôle et la bonne marche des activités du groupe.

⁵ CHAVANCE Bernard, *L'économie institutionnelle*, Ed La Découverte, Paris, 2007, p 70

➤ **L'éducation :**

Rôles de l'éducation

L'éducation est un droit fondamental inscrit dans la déclaration universelle des droits de l'homme comme dans la convention sur les droits de l'enfant. L'éducation est la principale source d'accumulation de capital humain, d'aptitudes et de compétences. Elle a aussi pour effet à la fois d'accroître la productivité et de réaliser une distribution plus égalitaire de revenu (une main d'œuvre plus éduquée est plus productive et mieux rémunérée).

Certains auteurs ont mis l'accent sur l'importance de l'éducation. Paul Romer, en se fondant sur la théorie « learning by doing », affirme qu'en produisant une économie accumule spontanément les expériences et de savoir-faire, ce qui favorise la croissance.

Quant à Robert Lucas, il considère que le capital humain est un facteur endogène de croissance et que cette dernière dépend en grande partie des efforts individuels et sociaux qui eux-mêmes dépendent de la capacité à épargner et donc à renoncer à une consommation présente pour investir dans l'éducation.

Selon Pierre Bauchet, dans *L'éducation fondement du développement durable en Afrique* (2003), « *L'éducation est un moteur de croissance économique : la croissance ne peut s'installer de façon durable sans une production, préalable suffisante de capital humain* ». En effet, l'éducation a des effets positifs incontestables sur l'environnement, la gestion des ressources naturelles, la démographie, l'hygiène et l'état sanitaire. Ainsi, elle conditionne la modification des comportements sociaux et des modes de production. De nombreuses études ont également mis en évidence l'impact positif des dépenses d'éducation sur la réduction de la pauvreté et les inégalités. Ainsi, l'éducation rend les populations moins vulnérables et favorise leur participation au développement, l'exercice de la citoyenneté et la bonne gouvernance.

Rôles du Recherche et Développement

Le stock de connaissances accumulées est nourri par les activités de Recherche et Développement des firmes. Dans le secteur de recherche, les firmes qui s'occupent de la recherche trouvent de nouvelles idées, de biens intermédiaires et augmentent le nombre de biens disponibles dans l'économie.

Ainsi, plus les efforts en Recherche et Développement sont importants, plus la croissance est forte, et plus les efforts de Recherche et Développement peuvent être plus importants. Le Recherche et Développement semble alors à la fois une cause et une conséquence de la croissance.

- **La doctrine** (ensemble des croyances ou des opinions) ;
- **La mentalité** (état d'esprit, manière de pensée) ;

2.2.4 : Facteurs sociaux

Plusieurs facteurs sociaux peuvent aussi influencer la croissance économique tels que :

- **La croissance démographique**

La croissance démographique a un double aspect. D'une part, elle fournit avec un délai une main d'œuvre jeune et nombreuse, facilement mobile, éventuellement bon marché (l'action sur l'offre des agents économiques) et d'autre part elle entraîne un accroissement de la demande notamment la demande de l'investissement (l'action sur la demande des agents économiques).

Certains auteurs ont mis l'accent sur l'importance de l'accroissement de la population dans le processus de croissance. Kuznets affirme que la croissance est à la fois l'augmentation de la production et l'augmentation de la population.

Quand à Malthus, il affirme qu'il existe une loi immuable entre l'enrichissement et la population, il disait que « plus la population augmente, plus un pays s'enrichit ». Selon l'auteur, lorsque la croissance démographique est élevée par rapport à la croissance de la production, la production devient insuffisante. Par conséquent le taux de mortalité peut devenir important, ce qui se traduit que le même niveau de production arrive à satisfaire le reste de la population et le pays s'enrichit de nouveau.

Toutefois, une forte croissance démographique n'est pas toujours un facteur de croissance, au contraire, elle peut être une source de sous-développement notamment lorsque le taux de croissance de la production est inférieur au taux de croissance démographique. De plus, puisque la croissance démographique entraîne la demande d'investissement, la simple augmentation de la population exige des investissements démographiques (construction des maisons, d'hôpitaux,...) alors que les ressources devraient être employées à des investissements économiques, c'est-à-dire destinés à accroître le montant du capital par tête et donc le niveau de productivité et le niveau de vie.

- ***La santé*** (être en bonne santé favorise l'augmentation de la productivité).

2.2.5 : Facteurs climatiques

Le climat, qui désigne l'ensemble des phénomènes météorologiques (température, pression atmosphérique, vent, précipitation,...) est un facteur de production incontestable. Prenons quelques exemples : le changement climatique, la chaleur et l'hiver.

Le changement climatique a des effets néfastes sur la croissance : destruction de l'environnement, maladie,...donc il diminue la productivité.

A l'Eurasie, partie la plus chaude de la planète, la chaleur est un facteur de développement économique. La métallurgie, l'agriculture, la poudre y constituent les leviers de développement économique. Contrairement à l'Eurasie, dans les pays africains la chaleur est source de sous- développement.

Quant à l'hiver, il oblige souvent les gens à rester chez eux.

2.2.6 : Facteurs géographiques

Les pays développés se trouvent sur la même ligne de la planète. Ces pays partagent la même variation saisonnière et le même climat. Lorsqu'il y a innovation, celle-ci va être propagée rapidement par les pays développés. Par contre, les pays en voie de développement sont souvent en retard dans l'espace et dans le temps (existence de blocage).

Section 3 : Mesures de la croissance

Le terme croissance qualifie une augmentation durable de la production des biens économiques. Elle est un phénomène relativement durable, explicable et mesurable.

3.1 : Evolution des indicateurs de la croissance

Depuis le XVIème siècle, différents auteurs et économistes ont tenté de chercher des indicateurs pour mesurer la croissance économique.

Pour les mercantilistes (du XVI au XVIIIème siècle), les richesses d'une nation sont mesurées par l'accroissement de ses réserves en métaux précieux (or, argent...).

Quant aux physiocrates (1756-1768), ils voient dans l'agriculture la seule activité productive capable de produire un « produit net ».

Ce n'est qu'à l'époque des néoclassiques (fin XIXème siècle) qu'on a mis sur l'idée de mesurer la production globale d'une économie.

3.2 : Indicateurs usuels de la croissance

Les indicateurs les plus appropriés pour mesurer la croissance économique sont le PIB réel et le PIB par habitant. Mais d'autres organismes internationaux se réfèrent du PNB (Produit National Brut) et le PNB par habitant.

Concernant le PIB, il totalise en particulier la valeur ajoutée à tous les stades de processus de production des entreprises au cours d'une année sur le territoire national, c'est-à-dire les chiffres d'affaires dont on soustrait les consommations intermédiaires. Economiquement, la valeur ajoutée d'une entreprise exprime son apport spécifique et l'apport de son personnel dans la production d'un bien et service. Ainsi, la valeur ajoutée peut être utilisée en analyse économique pour apprécier : le poids économique de l'entreprise ; les structures et les méthodes d'exploitation ; le développement de l'entreprise c'est-à-dire l'évolution de l'entreprise dans le temps ; mais surtout la contribution productive de l'entreprise au revenu global autrement dit la richesse créée par l'ensemble des secteurs institutionnels au cours d'un période donnée.

En principe, il existe deux autres approches du PIB: l'approche par le revenu et l'approche par la demande.

➤ **Approche par le revenu**

Selon l'approche par le revenu, le PIB est la somme des rémunérations des salariés (Rs), du revenu mixte (Ym), des excédants brutes des exploitations (EBE), des impôts (Imp) et taxes indirect (T ind) dont on soustrait les subventions d'exploitations (SE).

Nous avons l'égalité suivante :

$$\boxed{\text{PIB} = (\text{Rs} + \text{Ym} + \text{EBE} + \text{Imp} + \text{T ind}) - \text{SE}}$$

➤ **Approche par la demande**

L'approche par la demande, à son tour, stipule que le PIB représente la valeur des biens et services produits par des unités résidentes et disponibles pour les emplois finals.

Selon l'équilibre général (ressources - emplois) :

$$\text{PIB} + \text{M} = \text{CF} + \text{FBCF} + \text{X} + \text{VS}$$

Avec M : importation

CF : consommation finale

FBCF : formation brute de capital fixe (investissement)

X : exportation

VS : variation de stocks

$$\text{Alors, } \quad \text{PIB} = (\text{CF} + \text{FBCF} + \text{X}) + (\text{VS} - \text{M})$$

$$\boxed{\text{PIB} = (\text{CF} + \text{FBCF} + \text{VS}) + (\text{X} - \text{M})}$$

Le PIB est alors la somme de la demande intérieure (CF + FBCF + VS) et le solde extérieur (X - M).

L'augmentation du PIB peut résulter en partie de la simple hausse des prix, on déduira alors de la production le montant de l'inflation pour avoir l'augmentation réelle de la croissance, ce que l'on appelle le PIB « en volume ».

Nous pouvons établir la relation suivante :

$$\boxed{\textbf{PIB Nominal (ou PIB en volume)} = \textbf{PIB Réel (ou PIB en terme monétaire)} * \textbf{Déflateur}}$$

Quant au PNB ou simplement le Produit National Brut, on s'intéresse à la production réalisée par les nationaux (résidents et non résidents) en raison de l'implantation de certaines firmes nationales en dehors du territoire (cas des Etats-Unis). La valeur du PNB s'obtient ainsi en ajoutant au PIB les revenus de la propriété et de l'entreprise reçus du reste du monde et en retranchant les revenus de même nature versés au reste du monde.

Nous avons l'égalité suivante :

$$\boxed{\textbf{Le PNB} = \textbf{le PIB} + \textbf{Revenu reçus du reste du monde} - \textbf{Revenu versée au reste du monde}}$$

Si on décompose cette formulation, nous avons :

$$\boxed{\textit{Le PNB} = \textit{le PIB} + \textit{Revenus du Travail, de la Propriété et de l'Entreprise reçus du Reste du Monde} - \textit{Revenus du travail, de la Propriété et de l'Entreprise versés au Reste du Monde}}$$

De nos jours, la croissance fait déjà l'objet d'une analyse de ses causes. Elle est également mesurée par le PIB mais en tenant compte d'un ensemble de caractéristiques liées aux facteurs de production tels que la quantité de facteurs disponibles ; la qualité de ces facteurs de production ; le niveau de progrès technique et de l'efficacité ; et enfin l'efficacité de la combinaison productive.

3.3 : Limites des indicateurs usuels de la croissance

Tous les indicateurs de la croissance citées ci-dessus donnent une idée de la production au niveau de l'Economie Nationale (indicateurs de croissance) et permettent d'apprécier la situation et /ou l'évolution de celle-ci (évolution temporelle).

Ces indicateurs permettent aussi les comparaisons internationales (indicateurs de niveau de vie). En effet, pour apprécier le niveau de vie à des fins de comparaison, on a souvent recours soit au Revenu National (RN = le PNB - Amortissement), soit au PIB, évalué par habitant. Or, ces indicateurs quantitatifs ne permettent pas d'apprécier les facteurs qualitatifs qui doivent être pris en compte si on veut apprécier réellement le niveau de vie. Donc ces indicateurs quantifiables ne reflètent pas réellement une comparaison internationale en termes de performance économique. Ainsi les comptables nationaux globalisent la réalité. Selon Albertini et Lamber, « *si l'on veut un jour véritablement comptabiliser les phénomènes économiques, il faut aussi comptabiliser les phénomènes sociaux, il faudra profondément transformer les définitions de la comptabilité nationale, y ajouter toute une série d'indicateurs sociaux structuraux qualitatifs, quantitatifs exprimant à la fois des niveaux de satisfaction, et des niveaux de moindre exploitation de groupes par d'autres* ». Toutefois, le PIB évalué reste l'agrégat macroéconomique le plus utilisé par les organismes internationaux pour mesurer la croissance économique d'un pays. C'est l'agrégat le plus représentatif de l'économie puisqu'il permet de cerner l'activité productive des unités institutionnelles résidentes.

Mais pour une analyse complète de la croissance, il faut maintenant voir les différentes théories qui mettent en relation ces différents facteurs dans le long terme.

Chapitre II : Les débats sur la croissance

On distingue généralement deux types de théorie sur la croissance : les anciennes théories, élaborées dans un contexte d'équilibre déterminant les caractéristiques de la croissance ; et les nouvelles théories qui sont élaborées dans un contexte de déséquilibre (ou de crise). A l'époque, les débats portaient essentiellement sur le caractère équilibré ou non de la croissance et sur les caractéristiques des facteurs de la croissance.

Section 1 : La théorie traditionnelle de la croissance

Les économistes de la théorie traditionnelle pensèrent que les facteurs de croissance sont exogènes. Ainsi, nous présenterons successivement le point de vue de Roy Forbes Harrod qui propose l'un des modèles de croissance déséquilibrée les plus connus puis celui de Robert Solow qui propose un modèle de croissance équilibré. Mais avant de voir ces deux types de modèles nous allons entamer tout d'abord les points de vue des Classiques sur la croissance.

1.1 : La théorie Classique

Jusqu'à la fin du XIX è siècle, les théories dits classiques (Smith, Ricardo, Malthus,...) s'intéressent aux mécanismes de croissance, en privilégiant le facteur capital (source d'épargne et d'investissement).

Dès le XVIII è siècle, A. Smith identifie les multiples causes de l'augmentation de « la richesse des nations ». Il privilégie l'accroissement des moyens de production ; la division du travail ; la spécialisation ; et le développement des échanges. Ces facteurs sont considérés comme exogènes, c'est-à-dire indépendants les uns les autres.

Pour Ricardo, la croissance conduit à un état stationnaire : l'augmentation de la population nécessite une augmentation de la production agricole. Mais les nouvelles terres mises en culture sont soumises aux rendements décroissants. Le coût de production et donc le prix des denrées alimentaires augmentent.

Les industriels, en augmentant les salaires, réduisent leurs marges et donc l'investissement. Enfin, toujours dans cette perspective d'état stationnaire.

Quant à Malthus, il note que la croissance économique semble limitée par l'accroissement rapide de la population. Selon l'auteur, la pression démographique empêche le revenu par personne de s'élever même si le revenu global augmente.

1.2 : Un exemple de modèles de croissance exogène et déséquilibré « le modèle de HARROD »

Roy Forbes HARROD (1900-1978) formule en 1948 dans *Toward a dynamic economics* un des modèles keynésiens de la croissance. L'hypothèse centrale du modèle est l'existence d'une fonction de production à coefficients fixes ce qui sous entend l'impossibilité de substitution entre le capital et le travail dans le processus de production : pour obtenir une unité de produit X, un nombre bien déterminé d'unités de L et une quantité bien déterminé de K sont nécessaires. Harrod envisage, alors conformément à Keynes, la possibilité de sous emploi dans la croissance. Il considère qu'il faut différencier trois taux de croissance qui résultent des déterminants différents :

- **le taux de croissance effectif**

C'est le taux qui correspond à ce qui se réalise vraiment.

- **le taux de croissance garanti**

C'est celui qui assure l'équilibre entre l'épargne et l'investissement. Selon Keynes, l'offre est fonction de la demande effective : un accroissement de l'offre ne peut exister que si l'entrepreneur voit dans l'avenir une augmentation de la demande effective. Ce qui se traduit que le niveau de production s'ajuste à la demande des consommateurs. Mais l'investissement, dont le niveau résulte alors des anticipations en termes de débouchés des entrepreneurs, n'a qu'une faible probabilité de correspondre au niveau de l'épargne.

Par conséquent, l'égalité entre épargne et investissement est un fruit du hasard du fait que l'épargne est une partie du revenu. Le taux de croissance effectif a alors peu de chance d'être un taux de croissance garanti qui assure l'équilibre.

➤ **le taux de croissance naturel**

C'est le taux de croissance qui assure le plein emploi c'est-à-dire une égalité entre le taux de croissance démographique (qui dépend de la population active) et la croissance (qui dépend du progrès technique). Dans le modèle d'Harrod, la démographie et le progrès technique étant des données exogènes (c'est-à-dire considérées comme extérieures à la sphère économique), aucun mécanisme n'influe sur la croissance effective pour qu'elle assure le plein emploi. Selon le modèle, le niveau de l'emploi dépend du niveau de la production. Il n'existe donc qu'un seul niveau de production assurant le plein emploi. Le problème est que le niveau de production d'équilibre coïncide rarement avec le niveau de la production de plein emploi. Ainsi, deux cas peuvent se produire : le niveau d'équilibre peut être inférieur au niveau de production de plein emploi (équilibre de sous emploi) ; le niveau assurant l'équilibre peut se trouver au dessus de niveau de production de plein emploi (niveau de production maximum réalisable). Le rôle de l'Etat est de jouer sur la demande pour assurer le plein emploi par le biais d'une politique monétaire et/ou d'une politique budgétaire.

La croissance idéale et équilibrée, celle qui fait coïncider la croissance garantie ($I=S$) et croissance naturelle (plein emploi), reste donc peu probable : « *Une croissance à la fois équilibrée et de plein emploi ne peut donc que résulter du hasard* »⁶. Bref, pour HARROD, la croissance équilibrée est une croissance au « fil du rasoir » c'est-à-dire qu'il y a peu de chance pour arriver à une croissance équilibrée et y rester procède du hasard.

Pour certains auteurs notamment KALDOR et ROBISON, la solution au problème du fil du rasoir est la répartition du revenu. Pour le premier, elle doit assurer une croissance équilibrée en ajustant l'épargne à l'investissement et pour le second, un ajustement de l'investissement source de profit, à l'investissement induit par le profit.

⁶ MONTOUSSÉ Marc, *Théorie économique*, Ed Bréal Paris 1999, p74

1.3 : Un exemple de modèle de croissance exogène et équilibré « le modèle de SOLOW »

R.M.Solow, dans *Une contribution à la théorie de la croissance économique* parue en 1956, bâti un modèle néoclassique. Il prend en compte les hypothèses suivantes : la production est une fonction du capital et du travail à coefficient variable (K/L est variable), ce qui sous entend que le capital et le travail sont substituables. En effet, la croissance est nécessairement équilibrée car la flexibilité des prix des facteurs de production (le salaire pour le travail, l'intérêt pour le capital) permet d'assurer le plein emploi. On peut donc varier la combinaison productive au plein emploi des facteurs de production. Ainsi, un excès de l'offre (dû par exemple par des facteurs démographiques) ferait baisser le salaire, ce qui incitera les entreprises à embaucher davantage et donc opter pour une combinaison moins capitalistique. C'est donc la substitution du travail au capital qui permet à la croissance démographique, d'assurer le plein emploi.

Dans le modèle de Solow, les rendements factoriels sont décroissants. La décroissance de la productivité marginale du capital a tendance à limiter le processus de croissance. Solow introduit comme des facteurs exogènes provenant des données extérieures à la croissance : le progrès scientifique. La croissance (de longue période) dépend donc de deux facteurs principaux qui sont d'une part, la quantité de travail (qui dépend de la population active) et, d'autre part, le progrès technique. Solow considère qu'à long terme, les différents paramètres sont flexibles. A cet effet, si on laisse jouer le mécanisme du marché, l'équilibre s'instaure automatiquement. Selon l'auteur, la croissance est donc naturellement en équilibre si l'Etat n'intervient pas. Dans les modèles néoclassique, la croissance est alors équilibrée, mais ces déterminants sont exogènes, c'est-à-dire indépendants de la sphère économique.

En résumé, dans la théorie traditionnelle de la croissance, la croissance de longue période n'est pas un phénomène cumulatif. A long terme, elle est stationnaire dans la théorie classique, déséquilibrée dans les modèles postkeynésiens et équilibrée dans les modèles néoclassiques mais dans tous ces modèles les facteurs de croissance sont exogènes, c'est-à-dire indépendants de la sphère économique. C'est cette dernière constatation qui différencie les anciennes théories de la croissance aux nouvelles théories qui considèrent que les déterminants de la croissance (notamment le progrès technique) sont endogènes.

Section 2 : La théorie moderne de la croissance

Cette théorie a été élaborée dans un contexte de crise (fin 1980 au début 1990). Les phénomènes de crise ainsi que l'étude des divergences entre les croissances de différentes régions du monde démontrent que la croissance semble être un phénomène cumulatif. En effet, pour les économistes de la théorie moderne de la croissance, la croissance était considérée comme un phénomène cumulatif et a des déterminants endogènes (c'est-à-dire dépendants de la sphère économique). Pour eux, l'intervention de l'Etat est légitime pour corriger les imperfections du marché et pour gérer les déterminants endogènes de la croissance. Ainsi, nous présenterons successivement les principes de la nouvelle théorie de croissance, puis les sources endogènes de la croissance et enfin la justification de l'intervention de l'Etat.

2.1 : Les principes de la nouvelle théorie de croissance

Les théories de la croissance équilibrée utilisent les instruments d'analyse de la théorie libérale (équilibre concurrentiel) et elles accordent une grande importance aux effets externes en se référant aux analyses de Schumpeter. En effet, Schumpeter affirme que les innovations progressives sont les conséquences de l'amélioration des innovations précédentes et que les innovations ne sont dues qu'à l'initiative de l'entrepreneur en quête d'une rente temporaire de monopole. L'innovateur (entrepreneur) ? pour garder sa rente de monopole, est incité à innover au jour le jour. Schumpeter affirme que cette course au surprofit explique la course au progrès technique qui elle-même explique la croissance. Ainsi, le progrès technique serait en réalité à la fois une cause et une conséquence de la croissance puisque la croissance économique provoque l'accumulation du progrès technique qui elle-même suscite la croissance.

Une des hypothèses de la fonction de production des néoclassiques est la loi des rendements décroissants. Ces rendements décroissants ont tendance à neutraliser la croissance de longue période puisqu'il faut des inputs de plus en plus importants pour des gains de plus en plus faibles.

La théorie de la croissance endogène refuse cette hypothèse et considère que la productivité marginale des facteurs de production est constante, et que la croissance peut être un phénomène cumulatif et auto-entretenu. A cet égard, le progrès technique est dépendant de la sphère économique. Mais le point à éclaircir reste les sources endogènes dont il est question.

2.2 : Les sources endogènes de la croissance

Concernant les déterminants de la croissance, quatre sont à distinguer : l'accumulation de connaissances et l'accumulation de capital technologique de Paul Romer ; l'accumulation de capital humain de Robert Lucas ; et enfin les dépenses en infrastructure publique de Robert Barro.

2.2.1 : L'accumulation de connaissances et l'accumulation de capital technologique de PAUL ROMER

L'accumulation de connaissances a déjà été évoquée par Arrow en 1962 dans sa théorie de « *learning by doing* ». Paul Romer, en se fondant sur cette théorie affirme qu'en produisant une économie accumule spontanément les expériences (dû à la pratique) et de savoir-faire, ce qui favorise la croissance. Selon l'auteur, plus la croissance est forte, plus l'accumulation d'expériences et de savoir-faire l'est, ce qui favorise la croissance. Ceci du fait que l'accumulation de connaissances a un effet cumulatif à cause des effets externes qu'elle dégage : par effet d'imitation ou le turn-over, une main d'œuvre ayant gagné en savoir-faire (dans une entreprise par exemple), profite non seulement la productivité privée (celle dont profite l'entreprise) mais aussi la productivité sociale (celle dont profite l'ensemble de l'économie).

Selon Romer, inspiré de Schumpeter, l'innovation et la Recherche et Développement constituent le facteur résiduel cumulatif de la croissance. Il existe un effet de « *causalité cumulative* » entre croissance et les efforts de recherche et développement : une recherche et développement a pour effet d'accroître la croissance et celle-ci incite une innovation plus performante que la précédente pour garder la rente de monopole.

Mais la recherche et développement a un caractère de bien collectif car leur coût est indépendant du nombre d'utilisateur et on ne peut faire aucune exclusion pour sa consommation. De ce fait pour encourager les entrepreneurs, l'Etat doit intervenir, par exemple en garantissant la recherche et de développement par le système de brevet qui donne à l'invention la caractéristique d'un bien privé. Mais ce système de brevet met aussi l'entreprise de recherche et de développement dans une situation de monopole. Toutefois, ce système reste source de dynamisme car au bout d'un certain temps, l'innovation tombe dans le domaine public et de nouvelles technologies apparaissent.

Ainsi dans l'histoire, on constate que les pays à niveau technologique élevé ont déjà réussi leur développement. Il est donc indéniable que l'accumulation de capital technologique favorise la croissance.

2.2.2 : L'accumulation de capital humain de LUCAS

La théorie de l'accumulation de capital a été initiée par Gary Becker (prix Nobel de l'économie en 1992). Il considère que l'éducation et la formation professionnelle sont des investissements que les individus rationnels cherchaient à optimiser.

Lucas affirme quant à lui que le capital humain est un facteur endogène de croissance. En effet, la croissance dépend des efforts de formation individuelle et sociale qui dépend eux-mêmes de la capacité à épargner. La croissance nécessite, donc, des sacrifices car pour pouvoir investir, il faut épargner et donc renoncer à une consommation présente. Ainsi, dans une économie où le niveau d'éducation est élevé, pour pouvoir trouver du travail, l'individu doit investir plus dans l'éducation qui accroîtra sa productivité et donc la croissance. Par conséquent, « *la croissance est endogène et cumulative car la capacité en épargne de formation d'une économie dépend en grande partie du niveau de la production et donc de la croissance économique* »⁷. L'accumulation de capital humain semble alors à la fois une cause et une conséquence de la croissance. En outre, l'accumulation de capital humain a aussi des effets externes.

⁷ MONTOUSSE Marc, *Théorie économique*, Ed Bréal Paris 1999, p 81

Elle avantage à la fois l'individu qui investi dans la formation et la société par effet de réseau. Ainsi, l'efficacité de l'éducation est mesurée par l'interaction de l'individu avec d'autre personne de même niveau.

2.2.3 : Les dépenses d'infrastructures publiques de ROBERT BARRO

Barro démontre que la dépense publique est directement productive et elle doit être considérée comme un des facteurs de production. En règle générale, la contribution du secteur public à la croissance comprend les dépenses d'éducation et de recherche et développement, mais aussi celles d'infrastructures en matière de transport et de communication. En fait, les coûts de construction des infrastructures publiques sont souvent élevés pour être supportés par les entreprises privées alors qu'elles sont nécessaires à la production. L'Etat a donc pour rôle d'assurer la construction de ces infrastructures.

2.3 : La justification de l'intervention de l'Etat

Comme il a été vu précédemment, chaque source endogène de croissance (expérience, savoir-faire, connaissances, recherche et développement) produit des effets externes positifs qui accentuent la croissance. Ces sources de croissance peuvent être légitimées par l'intervention de l'Etat vu que la théorie économique affirme que le marché est inefficace face aux externalités. L'Etat a alors le devoir d'internaliser ces effets externes, il doit prendre des mesures visant à internaliser ces externalités afin que tout le monde puisse jouir des bénéfices des différentes accumulations. Ainsi, une politique de formation et d'éducation mise en place par l'Etat améliore l'efficacité du capital humain et facilite l'accumulation de connaissances. L'Etat doit aussi organiser l'accumulation technologique en promouvant la concurrence, en luttant contre le monopole, en mettant en place des pôles de compétitivité et en participant lui-même à l'effort de recherche et développement.

L'Etat, par son action, peut aussi contribuer à sa croissance économique en mettant en place des infrastructures, qui sont considérées par Barro comme facteurs endogènes de croissance.

En résumé « *la contribution du secteur public à la croissance comprend les dépenses d'éducation mais aussi celles des infrastructures en matière de transport et de communication* »⁸.

Jusqu'à présent nous avons vu les facteurs qui peuvent influencer la croissance. Il a été exposé que les théories qui mettent en relation ces différents facteurs se différencient sur le point où elles ont un caractère endogène ou exogène, mais aussi sur le caractère d'être en équilibre ou non de la croissance. Il a aussi été exposé que l'intervention de l'Etat est quasi utile pour favoriser la croissance. La prochaine préoccupation consistera à l'application de ces bases théoriques dans l'analyse de la croissance de Madagascar.

⁸ MONTOUSE Marc, *Théorie économique*, Ed Bréal Paris, 1999, p 81

PARTIE II :

***ANALYSE DE LA CROISSANCE
ECONOMIQUE DE MADAGASCAR***

La constatation est que, Madagascar est actuellement un pays sous-développé, à revenu et à taux de croissance faible. Par contre, il est aussi vrai que le pays a toutes les potentielles pour se développer : des ressources naturelles abondantes, beaucoup de main d'œuvre disponible,...La divergence entre les réalités du pays nous mène à faire distinction des facteurs explicatifs de ce phénomène. Dans un premier temps, nous privilégions les caractéristiques de l'économie malgache, pour pouvoir dégager ensuite les facteurs de blocage de la croissance de Madagascar. Pour terminer, nous allons proposer des solutions stratégiques possibles pour le décollage économique du pays.

Chapitre I : Caractéristiques de l'économie malgache

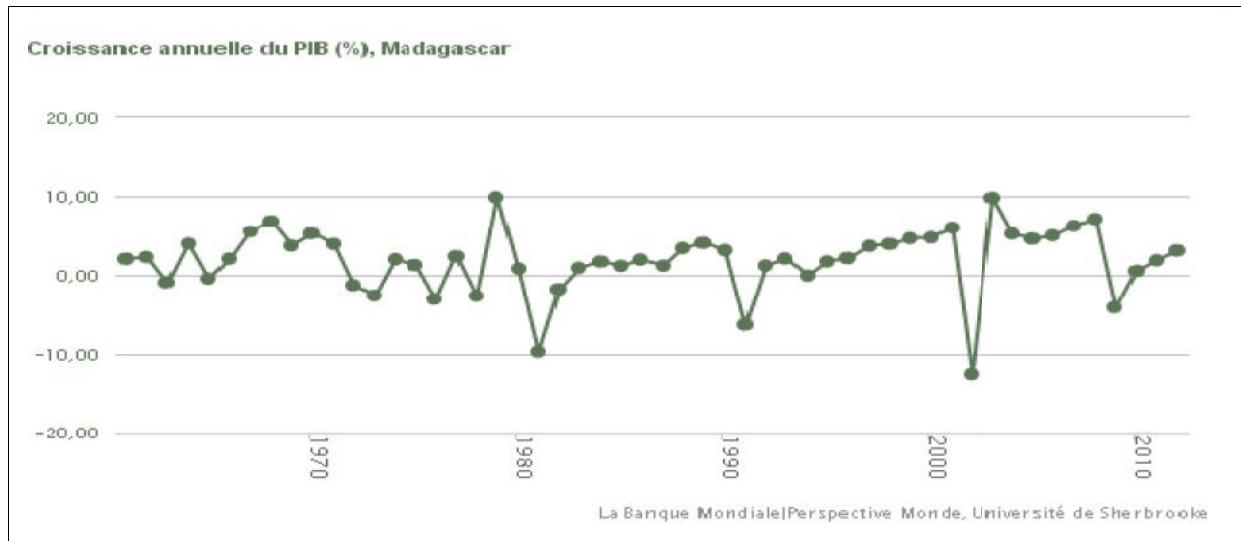
Pour pouvoir analyser la croissance économique de Madagascar, il est nécessaire d'aborder les caractéristiques de l'économie malgache. Ainsi, ce chapitre a pour objectif de présenter succinctement les états de la croissance à travers le PIB, ensuite l'évolution des secteurs (ou branches), et enfin la situation de la balance de paiement.

Section 1 : Evolution du PIB

Comme nous avons vu dans le Chapitre I de la première partie, le PIB est l'agrégat le plus représentatif de l'économie. Il permet de cerner l'activité productive des unités institutionnelles résidentes.

Concernant Madagascar, pendant ces dernières décennies, la croissance économique est restée extrêmement basse, pas même suffisante pour compenser le taux d'accroissement rapide de la population. Dans le pays, à chaque fois qu'une accélération s'est produite, elle est neutralisée par une crise politique qui a conduit à une nouvelle chute significative du revenu par habitant. Le graphique et le tableau ci-dessous montrent l'évolution du PIB.

Graphique 1 : Evolution de la croissance annuelle du PIB (%) de à 1960 à 2012



Source : Banque Mondiale / Perspective Monde

Tableau 1 : Evolution du PIB de 1997 à 2012

Année	PIB nominal (milliards)		PIB réel (milliards)		Croissance (%)	Inflation (%)
	Ariary	Fmg	Ariary 1984	Fmg 1984		
2010	18 272,5	-	600,6		-1,1	9,2
2009	16 797,4	-	607,1	-	-2,6	9,0
2008	16 080,9	-	623,6		7,1	9,2
2007	13 759,7	-	582,1	-	6,2	10,3
2006	11 816,7	-	547,9	-	5,0	10,8
2005	10 093,8	-	521,7	-	4,6	18,4
2004	8 156,9	40 784,5	498,8	2 494,0	5,3	13,8
2003	6 778,6	33 893,0	473,9	2 369,5	9,8	-1,7
2002	6 008,4	30 042,0	431,6	2 158,0	-12,7	16,5
2001	5 968,6	29 843,0	494,1	2 470,5	6,0	7,4
2000	5 248,4	26 242,0	466,2	2 331,0	4,8	11,8
1999	4 676,8	23 384,0	445,1	2 225,5	4,7	9,7
1998	4 068,0	20 340,0	425,2	2 126,0	3,9	7,8
1997	3 610,0	18 050,0	409,1	2 045,5	3,7	5,4

Source : INSTAT / Direction des Synthèses Economiques / 1 Ariary = 5 Fmg / Juin 2010

De 1997 à 2001, l'économie malgache a cru progressivement, passant de 3,7% à 6%. En 2002, Madagascar a connu une crise qui a fait chuter le taux de croissance à son niveau le plus bas qui est de -12,7%. De plus, cette année reflète une flambée des prix avec 16,5% d'inflation. L'année 2003 est marquée par une reprise exorbitante de l'activité économique où le taux de croissance atteint son niveau maximal de 9,8% associé à une stabilisation des prix avec un taux d'inflation négative de -1,7%. Ce regain économique s'est davantage reposé sur une politique budgétaire généreuse. En effet, les dépenses totales de l'Etat ont connu une explosion du budget d'investissement public de 2005 à 2008 soit de 2 145,5 milliards d'Ariary à 3 483,4 milliards d'Ariary (*World Development Indicator – WDI*). Cette politique visait à résorber les déficits en matière d'infrastructure physique et de capital humain dont souffrait et souffre encore le pays. Après 2003 jusqu'en 2005, une récession a marqué l'activité économique si l'on se réfère au taux de croissance qui est de 4,6%. En effet, au cours de cette année, la hausse des prix à la consommation côtoie les 18,4% qui dépassent même celle de l'année de crise. Puis, de 2006 à 2008, l'économie se stabilise peu à peu où le taux de croissance passe de 5% à 7,1% et le prix à la consommation se stabilise aussi avec un taux d'inflation diminuant de 10,8% à 9,2%.

La crise politique, qu'a traversée la Grande Ile en 2009, a engendré de mauvaises répercussions sur la situation socio-économique. L'interruption des financements extérieurs a provoqué de nombreux changements brusques tant sur le marché intérieur en général que sur les activités rémunératrices des ménages. En 2009, le taux de croissance est de -2,6% associé à un taux d'inflation de 9,0%. Depuis, le pays a poursuivi une politique budgétaire modérément restrictive pour faire face au choc de la réduction des aides extérieures mais aussi afin de réduire le déficit budgétaire, tout en favorisant la relance de l'économie. Ainsi, la politique fiscale se concentre sur la stabilisation du taux d'imposition, la non-création de nouveaux impôts et le renforcement des mesures de lutte contre les fraudes fiscales. En 2010, le taux de croissance est de -1,1% associé à un taux d'inflation de 9,2%.

Section 2 : Evolution des secteurs (ou branches)

A Madagascar, les deux dernières décennies ont été marquées par des crises politiques récurrentes qui n'ont pas permis de mettre en place des changements structurels majeurs au niveau de l'économie. Néanmoins, certains secteurs peuvent être considérés comme moteurs.

D'autres restent peu développés.

2.1 : Les secteurs (ou branches) performants

Il s'agit de l'industrie des matériaux de construction, de l'industrie minière, de l'industrie textile, le commerce et les technologies de l'information et de la communication.

- **Industrie des matériaux de construction**

La branche « Industrie des matériaux de construction » est composée (autres que le travail du bois) de la production de matériaux pour les Bâtiments et Travaux Publics (le ciment, la chaux et le plâtre, le granite et le marbre,...) ainsi que les produits dérivés ; et de la fabrication de tôles, de pointes et de visserie, etc.

Après avoir connu une mauvaise performance dans les années 80, la branche a renoué avec le sentier de la croissance au début des années 90, avec respectivement un taux de croissance annuel moyen positive de 7,27% entre 1992-1999, un ralentissement de 2,83% entre 1999-2006, et un regain de vigueur caractérisé par un taux croissance positive de 5,18% entre 2006-2012. Sa contribution dans la formation du PIB industriel n'a cessé de croître durant ces 3 dernières décennies, allant d'un poids moyen de 2,24% entre 1982-1992 à 2,71% entre 1999-2006, et 3,18% du PIB industriel entre 2006-2012.

- **Industrie minière**

Le secteur minier émerge comme un moteur récent de la croissance. Dans les années 90, il était généralement exploité de façon informelle et artisanale et était dominé par la petite mine de faible valeur ajoutée. Le paysage minier a basculé à la fin des années 2000 à la suite des réformes minières, avec l'arrivée de gros investisseurs miniers dans les deux grands projets (*QIT Madagascar Minerals QMM* et *Ambatovy*). La croissance des industries extractives, qui était de 9 % en 2008, est passée à 25,6 % en 2012. Néanmoins, le secteur ne crée pas beaucoup d'emplois. Le plus grand projet minier (*Ambatovy*) n'en a apporté que 18 000 pendant la phase de construction et en créera 6 000 pendant la phase d'exploitation.

Par contre, la bonne gestion des ressources naturelles reste un défi majeur à Madagascar. Selon une étude de la Banque mondiale⁹, le pays reste englué dans une « *malédiction des ressources naturelles* » au regard de son potentiel minier. Ainsi, les revenus fiscaux générés par l'exploitation minière vont croître avec la mise en œuvre des deux gigantesques projets miniers. Selon l'étude de la Banque mondiale, ils pourraient « *modifier fortement la distribution des rentes entre les élites en offrant une forte récompense à ceux qui contrôleront le pouvoir politique* ». En outre, la gestion des droits miniers reste un domaine potentiel de rente si la transparence recherchée (transparence sur les profits réalisés par les sociétés, sur la distribution des revenus entre les actionnaires et les autorités nationales) n'est pas de mise. Face à ces risques, Madagascar a adhéré à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (*Extractive Industries Transparency Initiative – EITI*) en 2008. Mais le pays a été suspendu de cette initiative en octobre 2011, dans l'attente de la normalisation de la situation politique. Quant aux recettes budgétaires générées par l'exploitation des ressources naturelles, elles restent encore faibles. Selon le rapport de réconciliation des données de l'EITI 2010 rendu public en 2012, les revenus du secteur minier reversés au budget national étaient estimés à quelques 291 milliards MGA, représentant environ 13 % des recettes totales de cette année et 1,5 % du PIB.

- **Industrie textile**

Les activités des branches « Industrie Textile » concernent la filature, le tissage, l'impression et le finissage des tissus ou autres produits tissés ; la confection d'articles d'habillement en chaîne et trame, en maille, le tricotage ; et la fabrication d'accessoires textiles.

L'Industrie textile affichait une contribution moyenne dans le PIB industriel de 10,39% pour la période 1985-1992, elle ne représentait plus que 1,84% du PIB industriel entre 1999-2006, et de 1,04% pour 2006-2012. Après une chute de 24,6 % en 2010, la croissance de l'industrie textile s'améliore progressivement : elle est passée de -0,8 % en 2011 à 1,9 % en 2012, grâce à une diversification des débouchés.

⁹ Banque mondiale, *Madagascar : revue de la gouvernance et de l'efficacité du développement, Analyse d'économie politique de la gouvernance à Madagascar*, Décembre 2010

Elle conserve donc une importance majeure, même si elle ne comptait que pour 1,1 % des emplois en 2010.

Le problème est que l'industrie du textile est fortement dépendante des intrants extérieurs. Et comme les unités de confection font partie de l'industrie légère, elles peuvent choisir de se délocaliser à tout moment suivant les facteurs de compétitivité ou à cause d'incidents politiques et/ou économiques. Toutefois, le marché existe tant au niveau local qu'au niveau international. Les exigences sont différentes suivant les segments ciblés tant en qualité qu'en prix. La concurrence très forte ainsi que la suspension de l'AGOA suite à la crise de 2009, ont fait en sorte que les entreprises nationales se trouvent fragilisées. La part de marché qui revient aux entreprises malgaches, a beaucoup diminué, malgré le fait que certains confectionneurs locaux disposant de matériels adéquats ont pu gagner des marchés de sous-traitance avec quelques entreprises franches sur quelques articles. Au niveau du marché international, l'obtention de marché dépend du dynamisme des opérateurs. Les contrats s'établissent directement entre acheteurs étrangers et fabricants, avec possibilité de sous-traitance (matières premières à transformer et accessoires fournis par les clients acheteurs en général). Certes, si la filature et le tissage, qualifiés d'industrie lourde, sont restés aux mains d'entreprises locales, l'intégration verticale entre ces dernières et les entreprises franches de confection a créé un handicap dans le secteur textile à Madagascar.

- **Commerce et TCI**

Au niveau du secteur tertiaire, le commerce constitue le plus grand pourvoyeur d'emplois. En 2010, il représentait près de 7 % des emplois, dont 9 % chez les femmes et 5 % chez les hommes.

Le dynamisme de certaines branches comme le tourisme et les technologies de l'information et de la communication (TIC) mérite aussi d'être souligné. Le secteur tourisme s'est surtout développé dans les années 2000, mais son expansion a été freinée par la crise politique. Le nombre de touristes est passé de 375 010 en 2008 à 162 687 en 2009 et 196 052 en 2010. De même, le taux d'occupation des hôtels a chuté de 64 % en 2008 à 39 % en 2009, pour se relever à 46 % en 2010. Le secteur a néanmoins généré plus de 31 000 emplois directs en 2011, contre moins de 20 000 en 2004, soit une hausse de 57 % emplois.

Quant aux TIC, elles ont ainsi affiché une croissance soutenue, avec un taux annuel supérieur à 3 % ces dix dernières années, y compris les années de crise. Cette bonne performance a pour origine la libéralisation du secteur et des investissements importants sur le plan des infrastructures, notamment avec l'installation de la fibre optique dans les régions. Ainsi, le chiffre d'affaires de la téléphonie mobile a été multiplié par treize entre 2005 et 2009, avec plusieurs emplois directs et indirects (centres d'appels, informatique...) créés¹⁰.

2.2 : Les secteurs à faible productivité

Il s'agit de l'agriculture et de la zone franche.

- **Agriculture**

L'agriculture s'avère de première importance du point de vue économique et social à Madagascar, générant environ 26 % du PIB et employant environ 78 % de la population économiquement active (*World Development Indicator - WDI 2009*). Comme les opportunités d'emplois se développent très lentement dans les autres secteurs, le bien-être de la majorité de la population malgache restera encore lié à l'agriculture dans le court et moyen terme.

Pourtant, la croissance dans le secteur agricole s'est montrée décevante au cours de ces dernières décennies. Depuis 1960, la valeur ajoutée par habitant liée à l'agriculture a baissé en moyenne de 1 % par an. Les gains en production alimentaire sont restés en deçà du rythme de croissance de la population, ce qui a amené l'augmentation des importations de produits vivriers et la baisse du niveau national d'autosuffisance alimentaire. Cette performance décevante explique pourquoi le secteur agricole n'est pas en mesure d'absorber les jeunes qui débouchent chaque année sur le marché du travail.

- **Zone Franche Industrielle (ZFI)**

¹⁰ BIT, *Madagascar : évaluation des impacts de la double crise sur l'emploi*, Décembre 2011

Le développement de la zone franche depuis 1989 visait à consolider le tissu industriel malgache. Les zones franches avaient aussi pour objectif de créer des emplois, d'acquérir et de maîtriser de nouvelles technologies ainsi que d'apporter des capitaux. Elles pouvaient ainsi constituer une voie vers une véritable industrialisation du pays. Principalement composée d'investisseurs étrangers, la zone franche compte notamment des entreprises textiles essentiellement focalisées sur la confection, qualifiée d'industrie légère. Mais l'éligibilité de Madagascar à l'AGOA (*African Growth and Opportunity Act*) en 2000, a renforcé la dynamique de contribution substantielle des entreprises franches à la croissance économique du pays, avec une part de leur valeur ajoutée dans le PIB qui ne cesse de croître d'une manière plus significative à partir de cette année. L'importante contribution des entreprises franches au développement du secteur secondaire et de l'économie en général est indéniable. En 2007, l'effectif de leurs employés était estimé à 120 000 et à plus de 125 000 emplois en 2009. En 2008, les zones franches ont enregistré 175 entreprises, dont 63 % exerçaient dans la branche textile et habillement¹¹.

Mais la crise politique de 2009, qui a engendré la suspension des accords de l'AGOA, a entraîné la fermeture de plusieurs entreprises franches et la destruction de nombreux emplois. Après la crise, plusieurs entreprises et sociétés ont dû fermer leurs portes, occasionnant une perte de près de 20 000 emplois. Depuis le secteur manufacturier n'a même créé que 3,4 % des emplois en 2010, année de la suspension de Madagascar de l'AGOA. En effet, la crise sociopolitique de 2009, a entraîné la délocalisation des entreprises franches textiles en Asie ou à Maurice où les coûts de facteurs autres que la main d'œuvre sont plus compétitifs, et où avec un bon climat d'investissement existe. Il est à noter que l'une des caractéristiques des entreprises de confection (sa catégorisation dans l'industrie légère) expose le pays à une fuite rapide de capitaux et à des pertes record d'emplois en cas de problèmes nationaux ou internationaux. A partir de 2010, la situation des entreprises de la Zone Franche s'est nettement améliorée : les entreprises travaillant pour le marché européen ont pu avoir des carnets de commandes satisfaisants. Néanmoins, avec le manque d'intégration verticale du secteur, malgré une contribution dans la formation du PIB industriel en constante hausse, la valeur ajoutée créée par les entreprises franches au niveau national demeure faible (moins de 1% du PIB réel).

¹¹ BIT, *Les Zones franches à Madagascar*, Septembre 2011

Section 3 : Structure de la balance de paiement

La balance commerciale de Madagascar a toujours été déficitaire hormis celui de 2001. Ce qui signifie que les exportations n'arrivent pas à couvrir les importations. Ce qui peut se traduire par une fuite du revenu et une détérioration du terme de l'échange.

Le tableau suivant montre l'évolution de la balance commerciale :

Tableau 2 : Evolution de la balance des Paiement de Madagascar de 2006 à 2010

Année	2006	2007	2008	2009	2010
Exportations de biens (en millions USD)	967,3	1236,7	1309,1	1051,5	1593,9
Importations de biens (en millions USD)	-1532,4	-2238,1	-3212,1	-2719,1	-2618,2
Balance commerciale (en % PIB)	-10,2	-13,6	-20,2	-19,4	-10,7
Importations de services non facteurs (en millions USD)	-785,4	-1173,4	-1577,8	-1173,4	-1282,3
Exportations de services non facteurs (en millions USD)	665,1	997,5	1295,9	886,2	1156,2
Services non facteurs nets (en millions USD)	-120,3	-175,9	-281,9	-287,1	-126,1
Balance des paiements courants(en % PIB)	-9,5	-11,9	-18,7	-20,3	-12,2
Investissements directs étrangers en millions USD)	283,0	740,0	1135,1	1385,6	731,0
Balance globale (en % PIB)	4,2	3,1	1,1	-0,3	-0,1

Source : Banque Centrale de Madagascar

En effet malgré la libéralisation de l'exportation, l'absence d'informations sur les marchés potentiels, les difficultés liées à la situation géographique ou à l'environnement international, la forte dépendance vis-à-vis des intrants importés, ainsi que l'effondrement des prix de certains produits d'exportation primaires (vanille, café, letchis) restent parmi les problèmes les plus fréquents que rencontrent les exportateurs malgaches. En général, les exportations malgaches restent tournées vers l'Union Européenne (70% des exportations malgaches) et la France qui demeure le premier client du pays, absorbant plus de 40% des exportations. Quant à la libéralisation des importations, elle se traduit par une croissance de leur volume et par la possibilité d'accéder à des biens moins chers, grâce à une plus grande concurrence entre les importateurs (choix entre différents fournisseurs). Faute d'indépendance du marché extérieur, les importations des biens excèdent de temps en temps les exportations. Ce qui signifie l'inadaptation de l'appareil productif du pays à répondre aux besoins de la population. Une insuffisance de la production nationale brute engendre alors une forte importation. Ainsi, pour analyser les effets des relations internationales sur le processus de croissance au sein de la balance de paiement, il convient de préciser l'influence exercée par le déficit de la balance commerciale. Lorsque la balance du commerce est en déficit, c'est-à-dire les importations dépassent les exportations, le prix de produits qui ont été importés, a été payé par les consommateurs nationaux qui ont affecté à cet achat une partie de leur revenu. Mais comme il s'agit de produits importés, les distributions de salaires, ou de profits ont lieu à l'étranger. Un surcroît de dépense se manifestera alors, mais dans une économie étrangère.

La crise de 2009 a eu des impacts sur la balance des paiements. Les exportations malgaches ont connu une baisse sensible : passant de 2 851 344 367 598 (valeur FOB en Ariary) en 2008 à 343 759 765 901 (valeur FOB)¹² en 2009. Le déficit des transactions courantes s'élève à 976,2 millions de DTS, soit environ 16,2% du PIB. Cela résulte aussi à la fermeture de plusieurs entreprises locales entraînant évidemment une hausse des importations. Quant à la balance globale, elle a accusé un déficit de 76,6 millions de DTS en 2009 soit environ 0,3% du PIB. Cette situation a conduit à une dépréciation de l'Ariary ainsi qu'au fléchissement des investissements, et les équipements sont en effet essentiellement achetés à l'étranger. Heureusement, les efforts entrepris par les autorités monétaire, en l'occurrence la Banque centrale, ont conduit à réduire ce déficit à -0,1% en 2010.

¹² *prix jusqu'à l'arrivée à quai des marchandises*

Chapitre II : Les facteurs de blocage de la croissance économique de Madagascar

Pendant ces dernières décennies, la croissance économique est restée extrêmement basse, et parfois même négative. Cette faiblesse du taux de croissance peut être expliquée par les déficiences du facteur travail, et d'autres facteurs économiques, culturels, et politiques.

Section 1 : Déficiences du facteur travail

Il s'agit d'illustrer succinctement le déséquilibre entre la croissance économique et la croissance démographique, puis l'insuffisance de mains-d'œuvre qualifiés, et enfin l'existence de sous-emploi massif.

1.1: Déséquilibre entre la croissance économique et la croissance démographique

Dans le pays, le déséquilibre entre la croissance économique et la croissance démographique pénalise la croissance. D'après la théorie de la croissance déséquilibrée, l'idéal est d'avoir une croissance qui permet la pleine utilisation de la population active et la pleine utilisation du capital, c'est-à-dire une égalité entre le taux de croissance économique et le taux de croissance démographique. Pour remédier à ce déséquilibre, la théorie de la croissance équilibrée de Solow suggère de laisser le mécanisme du marché jouer son rôle car à long terme les prix s'ajustent par la loi de l'offre et de la demande.

Ainsi, pour le cas de Madagascar où la croissance démographique est supérieure à la croissance économique, la main d'œuvre disponible est abondante. Ce qui devrait faire diminuer le salaire et par conséquent incitera les entrepreneurs à embaucher plus de travailleurs que d'utiliser du capital. Or, la réalité n'est pas ainsi.

Formellement, les salaires réels ont diminué, respectivement, de -20,6% et de -42,8% ¹³ dans le milieu urbain et rural, entre la période 2001 et 2005. Par contre, le taux de chômage lui a augmenté. Ce qui signifie que la diminution des salaires n'a jamais suffit pour augmenter l'embauche de main d'œuvre. En fait, les individus ne veulent pas travailler parce qu'ils estiment insuffisamment rémunérateurs les taux de salaires offerts. Il semble alors que tous ces gens constituent une réserve de capital qui n'est pas illimitée mais qui n'attend pour entrer en activité qu'un relèvement suffisant des taux de salaires.

1.2: Insuffisance de mains-d'œuvre qualifiés

En matière d'éducation, les jeunes, qui sont les futures mains-d'œuvre, ne finissent dans l'ensemble que l'étude primaire. Selon les statistiques du ministère de l'Education Nationale, il y avait augmentation importante du taux net de scolarisation (TNS), dans le primaire entre 1990 (10,6%) ,1995 (60,1 %), et 2001 (76,5 %). Entre 2002 et 2008, le pays a réalisé des efforts importants par la promotion de l'éducation primaire pour tous, mais ils ont été stoppés par la crise politique. L'institution note que « *D'après le ministère de l'Education, le taux net de scolarisation au niveau primaire est passé de 83% en 2005 à 73% en 2010 (EPM 2010). Le taux d'achèvement du cycle primaire est passé de 66% pour l'année scolaire 2008/09 à 61% pour l'année 2010/11. Ce qui signifie que le nombre total d'enfants en âge d'être scolarisés n'allant pas à l'école est passé de 260 000 en 2008-2009 à environ 400 000 en 2010-2011 (Ministère de l'Education, 2011). Le risque de déscolarisation a également augmenté au cours de cette période* ». La première cause de ce non continuité des études est le coût lié à celles-ci. En effet, un ménage dépense en moyenne 39 000 Ar par individu scolarisé. Ce qui est hors de la portée de la plupart des Malgaches dont 76,5 % sont pauvres dont 82,2 % en milieu rural. Ce montant est deux fois plus important en milieu urbain qu'en milieu rural. Il varie de 11 000 Ar à 75 000 Ar entre Androy et Analamanga. Déjà que le revenu de la population est faible, les fournitures scolaires ne sont pas à la portée de tout le monde.

¹³ RAZAFINDRAKOTO Raymond, *Développement rapide et durable de Madagascar : est-ce une utopie ?, IPA imprimerie Août 2006, p 18*

En outre, les exigences des entreprises ne permettent pas l'accroissement des compétences. En effet, seuls les travailleurs ayant beaucoup d'expériences sont embauchés alors que les formations professionnelles ou continues coûtent chères. Ces exigences augmentent le taux de chômage et les chômeurs vont constituer un poids de plus pour les ménages. D'où l'augmentation de la part de la consommation dans le revenu national au détriment de l'épargne (donc de l'investissement).

1.3: Existence de sous-emploi massif

A Madagascar, les tensions sur le marché du travail ne se manifestent pas uniquement par un chômage ouvert, mais par un sous emploi massif du facteur de travail. En effet, le sous-emploi lié à la durée du travail (moins de 35 heures par semaine contre leur gré) et la situation d'emplois inadéquats (salaire horaire inférieur au minimum admis), touchent respectivement plus de 25% et plus de 42 % des actifs occupés. Cette situation aggrave la vulnérabilité de la population. Par conséquent, la population peut s'exposer à des « risques individuels » liés à ses conditions sociales en l'occurrence les questions de l'éducation et de la santé.

Section 2: Facteurs économiques

Il s'agit d'illustrer succinctement la détérioration du climat des affaires, puis le pillage des ressources naturelles.

2.1: Détérioration du climat des affaires

A la fin des années 80, les autorités ont mené une série de réformes économiques basées sur un processus de libéralisation des activités économiques afin d'améliorer les incitations pour le secteur privé. En effet, le Document Cadre de Politique Economique (DCPE) et Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) (1996-1999 et 1997-2001) sont notamment focalisés sur la nécessité de donner place libre au secteur privé.

Malgré la libéralisation de l'économie, de nombreuses contraintes empêchent l'amélioration du climat des affaires. Parmi ces contraintes figurent la faible compétitivité des fournisseurs ou transformateurs locaux (coûts élevés des facteurs de production autres que la main-d'œuvre) ; la faiblesse des infrastructures de transport ; la faible qualité des services publics ; l'accès irrégulier à l'électricité du fait de délestages fréquents ; les difficultés d'accès au financement et aux technologies ; l'insuffisance de dialogue et de concertation Etat-secteur privé ; la volatilité des taux de change et ses effets sur la compétitivité des unités industrielles; l'étroitesse et la segmentation du marché intérieur ; un climat des affaires pesant ; et un climat politique source d'incertitudes avec les crises répétitives à la suite de périodes de croissance.

2.2: Pillage des ressources naturelles

Madagascar est classé par les géologues parmi les pays dits de « méga diversité », car il abrite environ 2 % de la biodiversité mondiale. Bois précieux, mines, pétrole, minéraux, ressources halieutiques, plantes médicinales, puits de carbone,...la liste est longue.

Dans le pays, les ressources naturelles telles le bois de rose et l'ebène, sont exploitées de manière illégales. Le pays s'est bien doté d'une législation empêchant l'exploitation et l'exportation illicite de bois de rose. Elle inclut l'ordonnance 2011-001 portante répression des infractions relatives aux bois précieux et l'ordonnance 2010-141 interdisant leur coupe, leur exploitation et leur exportation. Mais la volonté politique et la capacité réelle du gouvernement à faire appliquer ces textes restent problématiques.

Concernant les grands projets miniers, la richesse du sous-sol malgache et sa législation fiscale très favorable attirent de plus en plus les grands groupes miniers. Leurs investissements massifs posent cependant des défis environnementaux importants, surtout au regard des faibles capacités des pouvoirs publics pour s'assurer qu'ils respectent bien les normes environnementales. De plus, on assiste à un véritable pillage des ressources puisque le profit maximum est toujours pour les multinationales, et le bénéfice minimum pour Madagascar.

Section 3 : Facteurs culturels

Des facteurs culturels peuvent favoriser la croissance. Cependant, il existe certaines cultures qui retardent l'économie. C'est le cas des traditions.

A Madagascar par exemple, certains « fady » ou interdits ou tabou constituent des obstacles à la croissance. Il existe des « fady » qui empêchent l'accumulation de capitaux. Par exemple « il est tabou pour un pauvre de toucher de l'or, a *fortiori* de l'introduire chez lui »¹⁴. Donc, la personne pauvre restera toujours pauvre car elle lui est interdite de garder chez elle des choses source de richesse.

En outre, les rites économiquement coûteux tels que les « famadihana » accaparent toutes les épargnes d'un ménage. Il devient difficile à la famille d'échapper à la cérémonie du « famadihana » malgré son coût élevé. Ce qui fait que les épargnes effectués par le ménage seront affectés à la réalisation de la cérémonie. Il y a donc diminution de l'investissement en faveur de la consommation.

Section 4: Facteurs politiques

Il s'agit d'illustrer succinctement l'instabilité politique du pays, puis le problème de gouvernance, et enfin l'inexistence de plan de développement propre.

4.1 : Situation politique instable

A Madagascar, à chaque fois qu'une accélération s'est produite, elle est neutralisée par une crise politique (les crises politiques en 1972, 1991, 2002 et 2009) qui a conduit à une nouvelle chute significative du revenu par habitant... Ponctuée de coups d'Etat et de révoltes populaires, la vie politique malgache pourrait se résumer comme une succession de « crises », dont les « élites » locales et les grandes puissances semblent les principales responsables.

¹⁴ P.RANDRIANARISOA, *Madagascar et les croyances et coutumes malgaches*, 1959, p 42

4.2 : Problème de gouvernance

Malgré les importances efforts de réforme réalisées (buts ambitieux fixés dans le MAP pour 2007-2012), les réformes de la gouvernance ont eu assez peu d'effet. Il y a eu certes des progrès dans certain domaine tel que la gestion des finances publiques, mais les problèmes de gouvernance demeurent. En effet, des réformes de grande portée ont été tentées, mais leur mise en œuvre a été déficiente. Il apparaît que les obstacles posés par l'économie politique à la réforme de la gouvernance ont été sous-estimés. On cite parmi ces obstacles l'absence d'équilibre effectif entre les différents niveaux de pouvoirs de l'Etat et de contrôle mutuel entre eux ; la faiblesse des institutions ; et la confusion entre intérêt public et intérêts privés. Ces obstacles réduisent l'efficience, la transparence et la responsabilité de l'action publique. Ces problèmes de gouvernance affaiblissent alors l'efficacité du développement en réduisant la croissance.

Les présidents ont eu diverses orientations idéologiques, chacun s'est considéré comme un réformateur et comme un créateur d'institutions. Dans la plupart des cas, les programmes de réforme ont été poursuivis sérieusement par les présidents qui ont pensé que leurs efforts étaient les meilleurs possibles pour le pays. Mais, l'analyse des pouvoirs de l'Etat et des institutions politiques converge pour montrer que si les présidents ont fait beaucoup de réformes, ils les ont faites à leur profit et non au profit d'une bonne et robuste gouvernance ou de la conduite de politiques. Il y a improvisation et manque de coordination dans les actions de développement, et surtout l'insuffisance de la volonté politique à s'attaquer aux vrais problèmes handicapant le développement du pays. Globalement, les Institutions agissent en fonction de l'orientation personnelle des leaders politiques, au lieu de suivre une orientation institutionnelle et de poser des limites aux dirigeants politiques. Ainsi, l'instabilité généralisée de la constitution a réduit les chances de réussite des réformes de la gouvernance.

4.3 : Inexistence de plan de développement propre

Effectivement, les gouvernements malgaches qui se sont suivis n'ont jamais mis en place des plans de développement propre à Madagascar. Les politiques économiques qui ont été appliquées jusqu'à aujourd'hui, sont toutes proposées par les bailleurs de fonds étrangers.

Ces politiques ne répondaient pas vraiment aux besoins de la population que des crises récurrentes subviennent au pays provoquant ainsi une baisse de la productivité et un ralentissement de la croissance économique.

Après avoir analysé les facteurs de blocage de la croissance économique de Madagascar, il importe maintenant d'avancer des solutions stratégiques pour remédier à ces entraves.

Chapitre III : Présentation des solutions

Ce chapitre a pour objectif de présenter des solutions stratégiques pour le décollage économique du pays. Toutefois, ce ne sont que des suggestions car seuls les dirigeants sont juges de l'application de ces propositions. Ainsi, nous privilégions d'abord les instruments (politiques) aux mains de l'Etat qui caractérisent tout décollage économique, ensuite nous concentrerons sur l'instauration des nouveaux cadres juridiques et politiques plus favorable à l'économie et à l'échange dans lequel l'Etat joue un rôle moteur.

Section 1 : Politiques de l'Etat

La croissance économique ne peut se démarrer sans des équilibres parmi : l'équilibre monétaire; l'équilibre budgétaire; l'équilibre au niveau de l'emploi.

1.1 : Equilibre monétaire

Il faut établir une certaine proportion entre croissance et richesse.

A Madagascar les taux d'intérêts sont relativement peu élastiques aux fluctuations monétaires, cela aura pour conséquence de les augmenter à terme, et va conséquemment entraîner la diminution des crédits accordés. Cette diminution pénalise l'investissement (et donc l'épargne) et la production globale. Ainsi, par l'insuffisance de l'épargne globale, le secteur privé est toujours évincé par le secteur public du fait du manque de confiance des banques envers les entreprises. Cette situation est due essentiellement à la défaillance de marché et le non incitation étatique. De fait, l'intervention publique (notamment par le biais de la création monétaire) est indispensable pour une reprise à la normale des activités économiques. Une politique monétaire expansionniste c'est-à-dire une augmentation de l'offre de monnaie endogène induit une hausse du revenu et une baisse du taux d'intérêt.

Supposons une hausse de la masse monétaire via une politique d'achat de titre à open market par la Banque Centrale. Cela va avoir pour effet d'augmenter le prix des titres.

Or comme le prix du titre est une fonction inverse du taux d'intérêt¹⁵, le taux d'intérêt va baisser. Sur le marché des biens et services, l'investissement privé va croître car plus le taux d'intérêt est faible plus la probabilité de trouver un projet d'investissement dont le rendement interne (ou efficacité marginale du capital) soit supérieur à ce taux sera élevée et donc plus la probabilité d'investir est grande. D'où le revenu national va augmenter pour engendrer une épargne telle que soit rétablit l'équilibre sur le marché des biens et services. L'augmentation de la masse monétaire a donc pour effet de diminuer le taux d'intérêt et peut améliorer la production sans prendre en compte une anticipation rationnelle des agents économiques.

1.2 : Equilibre budgétaire

Le budget est un moyen de la politique de l'Etat. L'Etat doit optimiser la politique budgétaire et doit chercher à minimiser la dépense budgétaire c'est-à-dire solde des dépenses supérieures du solde des recettes.

Une politique budgétaire expansionniste, c'est-à-dire une augmentation des dépenses publiques induit une hausse du revenu et du taux d'intérêt. En effet, si l'Etat augmente les dépenses publiques cela va avoir pour effet initial d'augmenter le revenu national via multiplicateur. Dans ces conditions, la demande de monnaie pour motif de transaction et de précaution va augmenter. Or l'offre de monnaie est exogène d'où pour rétablir l'équilibre sur le marché de la monnaie, la demande de monnaie pour motif de spéculation doit diminuer, d'où la hausse du taux d'intérêt. Sur le marché des biens et services, l'investissement privé va décroître car plus le taux d'intérêt est élevé, plus la probabilité de trouver un projet d'investissement dont le taux de rendement interne soit supérieur à ce taux d'intérêt sera faible, et donc plus la probabilité d'investir sera petite. D'où le revenu national doit diminuer pour engendrer une épargne telle soit rétabli l'équilibre sur le marché des biens et services. Toutefois, il est bon de noter que la diminution finale du revenu national est plus faible que la hausse initiale. Cet effet de retour en arrière du revenu s'appelle l'effet d'éviction. L'effet d'éviction se traduit par le fait qu'une partie des investissements privés ne peut avoir lieu car elle est réalisée par l'Etat via les dépenses publiques¹⁶.

¹⁵ *Cours de macroéconomie, 2 ème année Economie*

¹⁶ *Cours de macroéconomie, 2 ème année Economie*

Une baisse des dépenses publiques induit alors une baisse de la production globale et du taux d'intérêt. Cela va favoriser les investissements des entreprises (et donc l'épargne) et automatiquement la production.

La fixalité est aussi un moyen de l'Etat pour influencer la vie économique et la vie sociale du pays. En ce sens, maintenir l'équité sociale, redistribuer équitablement les ressources nécessitent des dispositions claires établies dans la politique fiscale. A Madagascar, la dépendance des recettes budgétaires de la fiscalité appliquée aux échanges est inquiétante dans un environnement international où les accords commerciaux (multilatéraux, régionaux et bilatéraux) ont pour objectif d'éliminer les droits de douane. En effet, les droits de douane créent de fortes distorsions et entraînent une mauvaise allocation des ressources, le gouvernement malgache devrait alors programmer leur remplacement progressif par une fiscalité plus neutre.

1.3 : Equilibre au niveau de l'emploi

Selon les libéraux et les Keynésiens, l'Etat doit intervenir pour résoudre le problème de chômage. Selon le premier, le chômage est forcément volontaire, et il s'agit un déséquilibre entre offre et demande de travail. Alors pour résoudre le problème du chômage, l'Etat peut agir soit sur l'offre soit sur la demande :

- Action sur l'offre de travail : il s'agit :
 - de réduire la population par la baisse de la croissance démographique (Malcul disait : « ce sont les pauvres qui font naître des pauvres ») ;
 - d'améliorer la formation en générale et la formation professionnelle en particulier ;
 - et d'éduquer les jeunes à créer de l'emploi au lieu de chercher les emplois.
- Action sur la demande de travail : il s'agit :
 - d'inciter les entreprises à créer des emplois en leur donnant des facilités soit dans le financement, soit concernant les impôts, soit dans le code de travail, soit dans l'extension des marchés ;
 - et de favoriser l'accroissement des revenus de la population pour que la demande augmente afin d'encourager les entreprises à investir.

Selon Keynes, le niveau de l'emploi résulte de mécanismes macroéconomiques et non de mécanismes microéconomiques comme pensaient les libéraux. D'après Keynes, le niveau de l'emploi résulte directement du niveau globale de la production qui lui-même résulte de la demande effective, c'est-à-dire la demande anticipée par les entreprises. Ces dernières n'embauchent que si elles peuvent produire et ne produisent que si elles peuvent vendre. Alors pour résoudre le problème du chômage, l'Etat doit agir sur la demande. Il doit intervenir notamment par le biais d'une politique monétaire expansive (la monnaie n'est pas neutre) afin de favoriser l'accroissement des revenus de la population pour que la demande augmente.

Section 2: Instaurer des institutions assurant la bonne gouvernance et la redistribution des richesses

A Madagascar, toute hausse de croissance est suivie par une instabilité politique qui mine les perspectives de développement. Ce phénomène s'explique par le fait que les fruits de la croissance sont mal redistribués (redistribution moins équitable) au sein de la population malgache. Le niveau élevé d'inégalité provoque l'insatisfaction populaire. Cette insatisfaction pousse les citoyens, dont la majorité des votants est pauvre, à faire pression pour une redistribution en leur faveur. Si le gouvernement poursuive des politiques populistes (politique hasardeuse de redistribution de revenu) qui vont engendrer des distorsions, le produit du capital diminue donc la croissance diminue. C'est que toute politique de réduction de l'inégalité à travers une redistribution du revenu au profit des pauvres détourne l'épargne qui devrait être investie en faveur de la consommation, ce qui retarde le processus d'accumulation de capital (diminution de l'épargne national) et donc retarde l'accroissement du revenu national et la création d'emploi. Par contre si le gouvernement poursuive une politique moins de redistribution, ceci incite l'accumulation du capital, influençant ainsi positivement la croissance et qu'une grande inégalité sociale est associée à un niveau élevé d'épargne (les riches épargnent plus que les pauvres) qui suscite une motivation pour l'investissement. Cependant dans une politique moins de redistribution, il peut y avoir insatisfaction populaire, cela peut se traduire en révoltes.

En effet, le fonctionnement actuel de l'administration exige des ressources monétaires abondantes. Comme l'administration ne produit ni biens ni services marchands, elle ne peut trouver ses ressources qu'en prélevant une partie des revenus issus de la production, c'est-à-dire en prélevant une valeur créée. Ainsi, le prélèvement public permet une allocation des ressources et une redistribution des revenus. Ces ressources sont distribuées de diverses manières telles les cotisations sociales, l'impôt sur le revenu,... En ce sens, un mécanisme de redistribution des richesses entre régions (décentralisation) et entre les différentes catégories sociales semble alors une solution pour réduire l'inégalité. Le choix entre impôt proportionnel, progressif et l'analyse en termes de cotisation sociale sont aussi permanents pour l'administration publique pour compenser en partie les externalités¹⁷, en finançant les biens et services publics et en gérant aussi les phénomènes de passager clandestin¹⁸.

Concernant la gouvernance, à Madagascar, le système politique est fragile et corrompu. Une réforme de la Constitution qui assure la séparation et l'indépendance des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire semble une tentative de placer Madagascar sur un sentier de développement soutenable. Dans le pays, l'absence de réels contrepouvoirs au sein de la vie politique malgache, couplée d'un pouvoir présidentiel fort crée les conditions favorables aux pratiques corruptives. Ces dernières constituent un obstacle permanent pour les pays qui tentent de réformer leurs systèmes politiques, économiques et sociaux pour se développer. Que la corruption soit le fait des citoyens, du secteur privé ou, des gouvernements, elle fausse dans tous les cas les processus de prise de décisions, de financement et de mise en œuvre des politiques. Elle affecte ainsi profondément toutes les initiatives susceptibles de favoriser le développement. Dans un environnement corrompu, les richesses sont confisquées au profit d'un petit nombre, l'inégalité des revenus s'accroît et la capacité d'agir du gouvernement est réduite.

La plupart des pays en voie de développement affirme que tous les citoyens bénéficient de droits égaux et notamment du droit de participer à la vie publique.

¹⁷ *effets d'une action sur une autre partie lorsque ces effets n'ont pas été pris en compte par l'auteur de l'action*

¹⁸ *le fait pour un agent de ne pas prendre part aux coûts que représente une activité toute en tirant profit de la participation des autres*

Or les pauvres sont d'autant plus souvent forcés d'avoir recours à la corruption qu'ils sont marginalisés et exclus des processus politiques, économiques et sociaux. Pour être efficaces, les stratégies anti-corruption ciblées sur les plus pauvres doivent alors examiner de plus près le contexte plus large qui limite les opportunités pour les plus pauvres de participer à la vie politique, économique et sociale. Ainsi, les politiques anti-corruption et les interventions soutenues par le gouvernement et les bailleurs de fonds doivent privilégier des actions intégrées qui reconnaissent que la pauvreté, les inégalités et la corruption sont étroitement liées.

Lorsque les décideurs abusent des pouvoirs qui leur ont été conférés pour leur intérêt privé, la corruption prive les citoyens du droit de participer à la vie de leur pays ; et les fonds publics sont détournés au profit de personnes privées. Dans les pays où les gouvernements décident des politiques publiques et des budgets sans consulter les citoyens et sans avoir à répondre de leurs actes, influences indues, le développement inégalitaire se généralise. Alors les actions de lutte contre la corruption sont plus efficaces lorsqu'elles sont entreprises, avant les élections ou au moment où les responsables politiques prennent leurs fonctions et où les politiques publiques sont en cours d'élaboration et de planification.

Lorsqu'un pays est corrompu la responsabilité du gouvernement, la transparence et l'absence d'exclusion sont sérieusement affectés et parfois totalement absents. De plus, l'absence d'indépendance de la justice est source d'impunité pour le personnel politique, qui peut sans crainte s'adonner à des pratiques illégales tels les détournements de deniers publics et même les trafics divers et variés. Mais est-ce qu'à Madagascar l'indépendance de la justice est réalisable ou seulement une utopie ? Toutefois, il s'agira de formuler un cadre institutionnel qui réduit le pouvoir présidentiel, d'instaurer des contrepouvoirs indépendants et de sanctionner les mauvaises pratiques.

Les réformes peuvent être un moyen de distribuer des rentes, ceux qui sont dans le réseau au pouvoir les soutiendront et ceux qui sont à l'extérieur s'y opposeront. Il y a souvent aussi un cadre légal impressionnant, mais qui n'est pas respecté. De ce fait, toute future réforme de la gouvernance nécessitera alors une transformation des réseaux politiques au pouvoir, et une orientation des actions vers la bonne gouvernance grâce à un système d'incitations et/ou sanctions opérationnel.

C'est sur les atouts de l'économie malgache à exploiter que nous allons maintenant nous concentrer.

Section 3 : Stimuler la sphère économique en ciblant les atouts malgaches

Madagascar est une des grandes îles du monde avec une superficie de 595 790 km². Grâce à ses ressources naturelles et son position géographique, Madagascar dispose d'atouts majeurs parmi l'importance de ses surfaces agricoles, la richesse de ses ressources naturelles, et l'importance de kilomètres de côtes et de ses forêts primaires. Il s'agira alors d'exploiter les potentialités de l'économie malgache. Il faudra donc cibler la stratégie de développement économique sur ces trois secteurs, ce qui créera des retombées économiques qui permettront de développer par la suite les industries du pays, qui en sont encore au stade du textile et de la transformation de base.

Concernant le premier secteur, Madagascar devrait stimuler la production de ses denrées alimentaires avec en priorité le riz, via la mise en place du Système de Riziculture Intensif et la mise à disposition de nouvelles terres cultivables, afin d'assurer la quasi-autosuffisance alimentaire et ainsi être moins sensibles aux chocs extérieurs. Par ailleurs, Madagascar devrait parier sur ces atouts agricoles (vanille, cacao, café, girofles) en promouvant les investissements, les partenariats public-privé (PPP) et en assurant la formation et l'organisation du monde rural. L'accès aux marchés du travail, des produits, des intrants agricoles et du crédit est aussi essentiel pour la croissance économique. Cependant, les communautés rurales sont souvent lésées dans ces domaines en raison de leur éloignement mais aussi faute de réseaux de transport adéquats. Par rapport aux autres groupes de la population, elles sont souvent pénalisées par des coûts de transaction plus élevés qui les handicapent dans leur marge de manœuvre et qui se répercutent sur leur productivité et leur niveau de vie. Ainsi prendre connaissance des réalités dans le domaine du transport et comprendre les effets de l'éloignement sur l'agriculture et la pauvreté dans le milieu rural sont essentiel dans la formulation de politique de développement rural. Il faudrait aussi instaurer une banque de développement pour favoriser l'entreprenariat.

De même, Madagascar devrait mieux exploiter, mieux protéger ses ressources naturelles et en particulier le secteur minier. En fait, le sol malgache est très riche (terres rares, ilménite, zircon, nickel, le niobium, tantale, zirconium, fer, charbon, cobalt, vanadium, bauxite, graphite,...) et a une réelle carte géopolitique à jouer dans la protection de son secteur minier, par une négociation équitable avec les firmes internationales.

Le pays doit alors mieux négocier les contrats d'exploitation avec les firmes internationales, avoir l'accès des informations complètes et compréhensibles concernant les projets miniers et pétroliers, et limiter l'accaparement de terre via un renforcement de la politique foncière.

Enfin, Madagascar possède un énorme avantage en termes d'environnement et de biodiversité, qu'il peut aisément exploiter tout en les préservant. Madagascar offre une biodiversité unique de faune et flore, et de paysages. En effet, la Grande Île est un des espaces les plus riches du monde sur le plan biologique, elle abrite 2 % de la biodiversité du globe et une quantité exceptionnelle d'espèces animales et végétales uniques (dont l'exemple est le fameux lémurien). Et pour cause, le taux d'endémisme y atteint 80 à 90 %. Les kilomètres de côtes et les parcs naturels sont des lieux d'attraction touristique indéniable dans lesquels l'Etat doit investir massivement en terme d'infrastructures d'accueil, de services proposés mais aussi en terme d'accès en améliorant l'état des routes et des réseaux de transport. Madagascar devrait alors jouer la carte de l'écotourisme¹⁹. Ainsi, le tourisme et ses filières dérivées (services, artisanat, hôtellerie, restauration, transports...) seront positivement stimulés. A Madagascar, les ressources naturelles, telles le bois de rose et l'ébène, doivent être également exploitées de manière respectueuse de l'environnement, et légales. Non seulement l'exportation légale de ces ressources serait sources de retombées économiques importantes pour l'ensemble du pays, mais leur exploitation illégale qui détruit les forêts primaires ont des retombées négatives sur le tourisme.

Madagascar devrait aussi tirer profit de son climat pour le développement des énergies renouvelables : biocarburant, solaire, hydraulique, éolien...

Section 4 : Assainir les rapports avec l'extérieur d'une part et entre Malgaches d'autre part

Pour développer l'économie puis soutenir la croissance, Madagascar doit également pacifier et normaliser les relations avec l'extérieur.

¹⁹ *la forme la plus courante de la valorisation de la biodiversité*

En termes de commerce international, il s'agit de s'ouvrir vers l'extérieur pour favoriser le commerce international (coopération multilatérale et bilatérale, partenariat, promotion de PPP, attraction des IDE) tout en règlementant les exportations illégales et tout en protégeant le secteur agricole malgache et l'industrie naissante.

L'économie de la grande île est vulnérable au déficit commercial (c'est-à-dire que l'exportation n'arrive pas à recouvrir les importations). Pour rétablir l'équilibre, l'Etat doit agir sur les importations (en limitant ou en sélectionnant les produits à importer) et /ou agir sur les exportations (en encourageant les producteurs, en cherchant des marchés extérieurs, en développant les relations internationales du pays).

Concernant les importations, il faut pratiquer une politique sélective d'importation. Le principe est qu'il faut se procurer les biens que le pays ne peut pas reproduire et qui sont indispensables à son développement. Dans ce cas, l'industrialisation par substitution aux importations (ISI) semble bien être une solution. En fait, l'ISI consiste à substituer par une production locale les importations dont le volume justifie la création d'une industrie. Il s'agit de promouvoir les industries locales qui répondent à une demande solvable de manière à réduire les importations. Le principe est alors de remplacer progressivement les biens précédemment importés par des biens produits localement. L'ISI permet de diminuer la dépendance extérieure, de diversifier l'économie, de renforcer l'équilibre permanent de la balance commerciale et donc une meilleure insertion mondiale. Il s'agit d'une stratégie de remonter des filières (de l'aval vers l'amont) en maîtrisant et en internalisant par vague successive les secteurs intermédiaires jusqu'aux biens d'équipement. Concrètement, le mécanisme de l'ISI passe par deux phases : la phase de production sur place des biens de consommation courante pour lesquels une demande locale existe déjà et l'importation des biens d'équipement nécessaires à cette production ; et la phase de l'implantation et la production des biens intermédiaires, des biens d'équipements et des biens de consommation durables. Dans la deuxième phase, il faut produire localement les équipements et les moyens de productions correspondants²⁰. En général, quand la demande locale d'inputs (intran) augmente jusqu'à atteindre un seuil critique qui justifie leur remplacement, on procède à la phase suivante (la deuxième phase) de l'ISI. Il apparaît alors plus simple de réduire le déséquilibre interne en remplaçant les importations (des produits manufacturés) plutôt qu'en augmentant les exportations traditionnelles (des produits primaires).

²⁰ *Cours de développement et croissance, 3ème année Economie*

En outre, cette stratégie implique qu'un ensemble de mesures favorisant l'accumulation du capital dans les activités manufacturières soit requis. Un système de protection doit également être mis en place en vue de protéger les industries naissantes et de leur offrir le temps pour murir.

Concernant les exportations, il faut prioriser la politique d'expansion des exportations sur des produits dont le marché présente des perspectives de débouchés suffisantes. En réalité, les produits d'exportation comportent des marchés sur lesquels l'acheteur fera toujours la loi. Toutefois, un pays en voie de développement, comme le notre, doit exporter afin de mettre à la disposition du marché intérieur les revenus supplémentaires permettant d'accroître les échanges et ensuite de faire jouer correctement le mécanisme des effets multiplicateurs au profit du plus grand nombre de producteurs nationaux. Ainsi, la stratégie de l'industrialisation tournée vers l'exportation semble être une solution alternative si on veut vraiment prioriser l'expansion des exportations. Il s'agit de l'industrialisation par substitution des exportations (ISE). Le principe de l'ISE est la promotion des exportations de produits manufacturés fabriqués localement. C'est un processus de développement dans une perspective libérale à travers la promotion des industries capables de produire pour les exportations afin de réduire les dépendances extérieures et d'éviter tous les maux de la stratégie de l'ISI. Il s'agit de remplacer les exportations traditionnelles (produits à faible valeur ajoutée) par des exportations des produits manufacturés ou des produits primaires élaborés à forte valeur ajoutée. Il existe deux manières de promouvoir les exportations : la première consiste à développer le secteur primo-exportateur, et affecter les recettes d'exportations au secteur lui-même et aux activités connexes de biens intermédiaires et d'équipement ; la deuxième consiste à substituer l'exportation des produits manufacturés à l'exportation des produits de base (substituer l'exportation des produits à forte valeur ajoutée à l'exportation des produits à faible valeur ajoutée). Par ailleurs, la recherche de débouchés est déterminante dans l'ISE. Le problème est que les marchés des pays développés restent encore très protectionnistes vis-à-vis des produits manufacturés venant des pays en voie de développement. L'histoire montre aussi que la réalité des pays développés est qu'ils sont tous passés par une longue période de protection avant de s'ouvrir vers l'extérieur. Cette tendance protectionniste produit des effets négatifs sur la surévaluation du taux de change réel qui décourage les exportations des pays en voie de développement. Quand la protection touche les secteurs d'exportation, elle risque d'enfermer le pays dans un piège qui mettra en péril toute la stratégie. En effet, la protection favorise la chasse aux rentes de situation et décourage ainsi la rationalisation de la production et l'abaissement des coûts de production sur le marché mondial.

Il faut noter aussi que le transfert de ressources à l'étranger ne peut pas avoir lieu lorsque les besoins internes ne sont pas satisfaits. Donc la politique d'expansion des exportations notamment l'ISE peut être efficace s'il y a satisfaction des besoins internes du pays et un certain nombre de débouchés.

Aujourd'hui, les modes de production et de consommation des pays du Nord mènent à une surconsommation de ressources telles que les hydrocarbures, les métaux, l'eau, ou encore le bois. L'accès aux biens naturels à moindre coût semble être devenu la priorité des Etats et des entreprises multinationales, qui veulent répondre à cette demande croissante. Ainsi, l'importance d'une bonne gouvernance des ressources naturelles est devenue une évidence pour tous, elle est indispensable et urgente. Le soutien à l'EITI (*Extractives Industries Transparency Initiative*) ; le contrôle de l'utilisation des ressources publiques ; le renforcement des capacités de gestion des communes minières pour une utilisation transparente des revenus générés par l'exploitation minière ; la consolidation des organes de contrôle sur l'exploitation et l'exportation illicite des bois précieux ; et l'application des sanctions pour tout contrevenant appréhendé semblent des bonnes solutions.

A long terme, il s'agira également de sortir du cercle de dépendance vis-à-vis des partenaires financiers, afin de donner au développement de Madagascar une base spécifiquement malgache. L'aide extérieure financière, ne doit pas être qu'un rôle complémentaire et provisoire. A long terme, le pays ne serait réaliser un effort sérieux d'investissement que si les individus qui le composent épargnent eux- même, et peuvent apprécier d'après leur propre initiative, et leur propre expérience les méthodes et les secteurs de production à retenir. Selon Philipe Auffret, économiste de la Banque mondiale, « *il ne faut pas que Madagascar dépend des aides extérieures* ». Selon lui, la destinée de Madagascar ne dépend pas des aides extérieures, mais de sa volonté à aller de l'avant. Ainsi pour être efficace, il faut augmenter ces ressources et améliorer leur efficacité à travers la bonne gouvernance. En fait, que le pays retrouve les financements extérieurs est une chose, mais « *ces interventions ne représentent qu'une goutte d'eau par rapport au besoin réel de la population pour pouvoir sortir de la pauvreté car effectivement, il faudrait environ 400 millions de dollars par an pour améliorer cette situation de pauvreté* ».

Enfin, il est très important pour le développement de Madagascar, que les Malgaches pacifient les relations entre eux. Des tensions peuvent survenir entre ethnies d'origines différentes, ce qui mine le sentiment national et la cohésion sociale.

Il faudra alors inclure dans la stratégie de développement la promotion du vivre ensemble pour en finir avec les dissensions entre ethnies/régions. Il s'agit de promouvoir l'éducation, la notion de bien commun, et la conscience nationale et collective (par la promotion de la langue malgache, de la culture malgache). Le sentiment d'appartenance à un même territoire passe aussi par le développement d'infrastructures routières pour se déplacer plus facilement, et également par la promotion d'un Etat Providence qui puisse offrir à tous les Malgaches une égalité des chances en termes de santé et d'éducation. De fait, les inégalités entre les différentes ethnies ne se feront plus sentir, car chaque Malgache sera traité de la même manière quelque soit son statut social.

CONCLUSION

Bref pour analyser la croissance économique du pays, il fallait d'abord définir les approches, les facteurs, et les mesures de la croissance. Il y a l'approche qualitative et quantitative de la croissance. Ces deux types d'approches servent de base dans la détermination des facteurs de la croissance. Ces derniers sont regroupés en deux, les facteurs d'ordre économique et les facteurs non économiques. On cite parmi les facteurs économiques : le capital, le travail, les ressources naturelles, l'innovation, l'amélioration des techniques de gestion de l'entreprise, l'exportation, l'industrialisation, l'ouverture au libéralisme des échanges et la mondialisation financière, et enfin la demande. Quant aux facteurs non économiques, ils regroupent les facteurs juridiques (cadre juridique stable et rationnel) ; les facteurs politiques (la cohésion nationale, l'existence d'un Etat fort, la stabilité politique, la bonne gouvernance, les politiques institutionnelles, le développement interventionniste de l'Etat) ; les facteurs culturels (la religion, le respect de la hiérarchie, l'éducation, la doctrine, la mentalité) ; les facteurs sociaux (la croissance démographique, la santé) ; les facteurs climatiques ; et enfin les facteurs géographiques. Depuis le XVIème siècle, différents auteurs et économistes ont tenté de chercher des indicateurs de mesure de la croissance économique. Mais ce n'est qu'à l'époque des néoclassiques (fin XIXème siècle) qu'on a mis sur l'idée de mesurer la production globale d'une économie. Ainsi, les indicateurs les plus appropriés pour mesurer la croissance économique sont le PIB réel et le PIB par habitant, d'autres organismes internationaux se réfèrent du PNB (Produit National Brut) et le PNB par habitant. Toutefois, le PIB évalué reste l'agrégat macroéconomique le plus utilisé par les organismes internationaux pour mesurer la croissance économique d'un pays, c'est l'agrégat le plus représentatif de l'économie puisqu'il permet de cerner l'activité productive des unités institutionnelles résidentes.

A partir des facteurs de la croissance, divers économistes ont élaboré des théories sur la croissance. Ces théories se sont concentrées sur l'aspect équilibré ou non de la croissance, et sur l'intervention ou non de l'Etat dans le processus économique. Les théories traditionnelles de la croissance trouvèrent que les facteurs de la croissance étaient exogènes. Les théories modernes de croissance quant à eux considèrent que ces facteurs sont endogènes et que l'Etat doit intervenir, notamment dans l'internalisation des effets externes des différentes accumulations (capital humain, connaissances) ainsi que dans la mise en place des infrastructures, qui sont considérées par Barro comme facteurs endogènes de croissance.

Concernant Madagascar, pendant ces dernières décennies, le pays a connu une croissance mais elle est faible et parfois même négative. Cette faiblesse du taux de croissance peut être expliquée par le déséquilibre entre la croissance économique et la croissance démographique, l'insuffisance de l'accumulation en capital humain, et d'autres facteurs politiques, économiques et culturels. Dans le pays, le taux de chômage ne cesse de s'agrandir du fait l'accroissement plus rapide de la population par rapport à la croissance effective, de l'insuffisance des mains d'œuvres qualifiés, et l'existence de sous-emploi massif du facteur de travail (notamment le sous emploi lié à la durée de travail et la situation d'emplois inadéquats). Par ailleurs, la détérioration du climat des affaires, les pillages des ressources, les crises récurrentes dues aux divergences des besoins réels de la population et des politiques gouvernementaux mis en œuvre ainsi que certains pratiques culturels, entravent les sous-bassement de la croissance.

Toutefois, pour promouvoir une croissance économique bien harmonisée, équilibrée et soutenue, une politique publique est indispensable pour coordonner les actions à mettre en œuvre. Par son action, l'Etat doit établir une certaine proportion entre croissance et richesse, il doit aussi optimiser la politique budgétaire, chercher à minimiser la dépense budgétaire, et intervenir pour résoudre le problème de chômage. L'apparition des nouveaux cadres juridiques et politiques plus favorable à l'économie et à l'échange dans lequel l'Etat joue un rôle moteur est aussi essentielle au développement économique du pays. Il s'agit d'instaurer des institutions assurant la bonne gouvernance et la redistribution des richesses, de stimuler la sphère économique en ciblant les atouts malgaches (exploiter les potentialités de l'économie malgache : secteur agricole, minier, écotourisme). Et aussi d'assainir les rapports avec l'extérieur d'une part et entre Malgache d'autre part.

BIBLIOGRAPHIE

- MONTOUSSE Marc, *Théories économiques*, Ed Bréal, Paris, 1999
- M.DUVANT, G.THORIS, *Economie réussir l'UV*, Ed Casteilla, DPECF, 1993
- CHAVANCE Bernard, *L'économie institutionnelle*, Ed La Découverte, Paris, 2007
- MURAT Yildizoglu, *Croissance économique*, Université Montesquieu Bordeaux IV – France
- Banque mondiale, *Madagascar : revue de la gouvernance et de l'efficacité du développement Analyse d'économie politique de la gouvernance à Madagascar*, Décembre 2010
- BIT, *Madagascar : évaluation des impacts de la double crise sur l'emploi*, Décembre 2011.
- BIT, *Les Zones franches à Madagascar*, Septembre 2011
- RAZAFINDRAKOTO Raymond, *Développement rapide et durable de Madagascar : est-ce une utopie ?*, IPA imprimerie, Août 2006
- P.RANDRIANARISOA, *Madagascar et les croyances et coutumes malgaches*, 1959
- Revue de la gouvernance et de l'efficacité du développement, *Analyse d'économie politique de la gouvernance à Madagascar*, Décembre 2010
- RADO ANDRIAMAHENINTSOA Ratobisaona, *Réflexion stratégique sur le développement économique de Madagascar*, Novembre 2012
- RAMANTOANINA Patrick Philippe, *Madagascar : vers un agenda de relance économique*, Banque mondiale, Juin 2010
- Cours Macroéconomie, 2 ème année Economie
- Cours Développement et Croissance, 3ème année Economie

TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS

REMERCIEMENTS

SOMMAIRE.....i

LISTE DES TABLEAUX.....iii

LISTE DES GRAPHIQUES.....iv

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMESv

INTRODUCTION.....1

PARTIE I : ANALYSE THEORIQUE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE2

CHAPITRE I : Concepts de base de la croissance3

Section 1 : Approches de la croissance3

 1.1 : L'approche quantitative de la croissance.....3

 1.2 : L'approche qualitative de la croissance4

Section 2 : Facteurs de la croissance.....4

 2.1 : Facteurs économiques4

 2.2 : Facteurs non économiques10

 2.2.1 : Facteurs juridiques11

 2.2.2 : Facteurs politiques11

 2.2.3 : Facteurs culturels12

 2.2.4 : Facteurs sociaux15

 2.2.5 : Facteurs climatiques16

 2.2.6 : Facteurs géographiques16

Section 3 : Mesures de la croissance17

 3.1 : Evolution des indicateurs de la croissance.....17

 3.2 : Indicateurs usuels de la croissance17

 3.3 : Limites des indicateurs usuels de la croissance19

CHAPITRE II : Les débats sur la croissance21

Section 1 : La théorie traditionnelle de la croissance21

 1.1 : La théorie Classique21

1.2 : Un exemple de modèles de croissance exogène et déséquilibré « le modèle de HARROD ».....	22
1.3 : Un exemple de modèle de croissance exogène et équilibré « le modèle de SOLOW ».....	24
Section 2 : La théorie moderne de la croissance	25
2.1 : Les principes de la nouvelle théorie de croissance	25
2.2 : Les sources endogènes de la croissance	26
2.2.1 : L'accumulation de connaissances et l'accumulation de capital technologique de PAUL ROMER	26
2.2.2 : L'accumulation de capital humain de LUCAS	27
2.2.3 : Les dépenses d'infrastructures publiques de ROBERT BARRO	28
2.3 : La justification de l'intervention de l'Etat	28
PARTIE II : ANALYSE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE DE MADAGASCAR.....	30
CHAPITRE I : Caractéristiques de l'économie malgache	31
Section 1 : Evolution du PIB	31
Section 2 : Evolution des secteurs (ou branches)	33
2.1 : Les secteurs (ou branches) performants.....	34
2.2 : Les secteurs à faible productivité.....	37
Section 3 : Structure de la balance de paiement	39
CHAPITRE II : Les facteurs de blocage de la croissance économique de Madagascar	41
Section 1 : Déficiences du facteur travail.....	41
1.1: Déséquilibre entre la croissance économique et la croissance démographique	41
1.2: Insuffisance de mains-d'œuvre qualifiés	42
1.3: Existence de sous-emploi massif.....	43
Section 2: Facteurs économiques	43
2.1: Détérioration du climat des affaires	43
2.2: Pillage des ressources naturelles	44
Section 3 : Facteurs culturels	45
Section 4: Facteurs politiques	45
4.1 : Situation politique instable	45
4.2 : Problème de gouvernance	46
4.3 : Inexistence de plan de développement propre	46
CHAPITRE III : Présentation des solutions	48

Section 1 : Politiques de l'Etat.....	48
1.1 : Equilibre monétaire.....	48
1.2 : Equilibre budgétaire	49
1.3 : Equilibre au niveau de l'emploi.....	50
Section 2: Instaurer des institutions assurant la bonne gouvernance et la redistribution des richesses	51
Section 3 : Stimuler la sphère économique en ciblant les atouts malgaches	54
Section 4 : Assainir les rapports avec l'extérieur d'une part et entre Malgaches d'autre part	55
CONCLUSION.....	60

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIERES

Nom : TANTELIHARISOA

Prénoms : Sarindranindrainy Anjo Sariaka

Titre : ANALYSE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE DE MADAGASCAR

Nombres de pages : 61

Tableaux : 2

Graphique : 1

Résumé

L'économie malgache, depuis l'indépendance, a toujours fonctionné en dessous de son potentiel. En d'autre terme, le pays est riche en ressources mais malgré cela le pays reste un pays pauvre.

Pour améliorer sa stratégie, Madagascar a déployé d'importants efforts. Différentes politiques de développement ont été adoptées et essayées par les quatre Républiques successives, mais tous ces efforts ont eu assez peu d'effet.

Vue la performance économique qui ne cesse de dégringoler ces dernières années, cette étude vise à évaluer les caractéristiques de l'économie malgache ainsi que les facteurs de blocages de la croissance économique de la grande île.

Dans le but de permettre le décollage économique, des solutions d'ordre économique, mais aussi politique, social et environnemental méritent d'être proposées pour que les dirigeants et citoyens sans distinction puissent prendre respectivement leur responsabilité.

Mots clés : Croissance, facteurs et théorie de la croissance, PIB, gouvernance et réformes.

Encadreur : Monsieur Zo RAKOTOSEHENNO

Adresse de l'auteur : Lot III C 25 Bis Ambanin'Ampamarinana